

# *Tribune socialiste*

N° 354 / 4 JANVIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.



**La vraie question**  
Michel Rocard

**Le statut de l'école**  
Robert Chapuis

**S. O. S. Lorraine**  
Claude Lanton

**Les deux cathédrales d'Amiens**  
Bernard Sizaire

**Octobre et le pouvoir**  
Pierre Naville

**Notre optimisme**  
N'Guyen Van Tien

## **L'ANNÉE DU VIETNAM**

□ Les poings sur le I  
Littérature-Vérité

**A** la veille des prix littéraires, je fourbissais des armes meurtrières au cas où le livre de Claire Etcherelli resterait ignoré des jurys. Les vénérables dames du Fémina m'ont coupé l'herbe sous le pied. Ma satisfaction fut plus forte que ma déconvenue.

Comme il n'est jamais trop tard pour célébrer un bon et utile livre, on ne m'en voudra pas d'y revenir aujourd'hui, d'autant que les ouvrages se succèdent sans cesse, l'oubli a vite fait de recouvrir de sa vague une œuvre, fût-elle exemplaire.

Claire Etcherelli, c'est un petit bout de femme au regard chargé de fièvre, de tendresse, de pitié; un petit bout de femme que la vie a passablement égratignée; un petit bout de femme qui a fait l'expérience de la cruauté, de la lâcheté des individus, de la vacherie quotidienne. Une solitude, une nuit mais une nuit étoilée de rencontres heureuses, de chaleurs soudaines, de bonheurs vertigineux.

Avec ses tripes, avec ses ongles, avec son ventre de femme, avec son sang d'amante meurtrie, avec sa douleur d'exister et sa rage de vivre, elle a écrit — comme si elle labourait la mer — un bouquin bouleversant plein des images aveuglantes du racisme, lorsque Paris vivait à l'heure des « fellaghas », plein des échos assourdissants du travail qui aliène, robotise et tue à petit feu, en douceur.

J'ai entendu des esthètes cracher, en termes voilés, à la radio, leur mépris pour ce livre-vérité. Pressés d'en revenir à la « vraie littérature » : Robbe-Grillet, Joyce, Proust. J'ai eu mal pour la petite Claire qui a eu l'audace de parler des exploités, des humiliés, des pauvres, des prolétaires, j'ai eu mal pour Maurice Nadeau qui, une fois de plus, a eu l'audace d'échapper aux normes traditionnelles de l'édition.

Etant donné le peu de place occupée par la classe ouvrière, ses luttes, ses souffrances, dans la littérature et le cinéma contemporains — absence qui s'explique par l'origine sociale de ceux qui écrivent et filment, la plupart du temps petits bourgeois individualistes — Claire Etcherelli méritait déjà des éloges.

Mais réduire son œuvre aux dimensions d'un témoignage serait lui rendre un bien mauvais hommage. Par la lumière intérieure, l'auteur transcende la matière brute sur laquelle elle s'acharne. De cette poignée de pages s'élève une « voix » singulièrement touchante, s'élève une petite musique qu'on n'oublie plus. En ce début d'année, alors même que règnent un peu partout le crime, la violence, l'injustice, la médiocrité, il n'est pas inutile de placer en pleine lumière un chant dédié à la dignité humaine, à la grandeur et au courage. L'espoir demeure...

André LAUDE.

□ T.S.

## Une nouvelle étape

Christian Guerche

**T**ribune Socialiste vient de fêter son trois cent cinquantième numéro. Si l'on songe aux conditions qui sont faites à la presse française, et très particulièrement à la presse d'opinion, cela paraît tenir du miracle. En fait, cela n'en est pas un. T.S. est la preuve tangible qu'il existe en France un courant socialiste dont le P.S.U. est l'expression et notre journal le porte-parole.

Ceux qui aiment tant ironiser — à droite comme à gauche — sur la représentativité et l'importance de notre parti feraient bien de méditer sur ce point : hormis la presse communiste, Tribune Socialiste est le seul hebdomadaire de parti existant à gauche. Depuis sept ans maintenant, il ne s'est pas contenté de durer. Avec l'appui des militants du P.S.U. et la fidélité de ses lecteurs, il s'est amélioré, et aborde aujourd'hui une nouvelle étape de son développement.

Il y a maintenant un an, avec son passage à l'offset, notre journal présentait une nouvelle formule, et engageait une bataille pour augmenter le nombre de ses abonnés et de ses lecteurs. Les résultats obtenus ne furent que partiellement satisfaisants : 2.000 nouveaux abonnés, amélioration très nette de la vente en kiosque, léger progrès de la vente militante.

Sur le plan rédactionnel, des articles plus riches, des sujets plus variés, une information plus documentée ont incontestablement accru l'autorité de notre journal. Une analyse serrée de nos nouveaux abonnés montre que les milieux syndicaux et politiques n'ont pas été insensibles à notre effort.

Cependant, l'autosatisfaction n'étant pas de mise à T.S., nous savons bien que nous sommes encore loin de compte.

Le courrier nombreux que nous nous recevons montre que si on a généralement apprécié les changements introduits, nos lecteurs sont, avec raison, exigeants. Qu'ils sachent que nombre de suggestions qui nous ont été soumises se matérialiseront dans les colonnes de notre journal.

1968 doit être, en effet, l'année durant laquelle doivent se produire des changements décisifs pour la vie de notre journal. Forts des sympathies militantes qui se manifestent de tant de manières, nous entendons, à la fois, mieux satisfaire les besoins de nos lecteurs et assurer l'équilibre financier du journal. Pour cela, il faut oser.

### Le nouveau pari de T.S.

Dans cet esprit, une première décision a été prise : le passage le

plus fréquemment possible à seize pages. Le journal y trouvera un rythme, une aération et une variété qui lui manquent encore.

L'équipe rédactionnelle sera renforcée et de nouvelles collaborations nous sont d'ores et déjà assurées. Les problèmes régionaux de l'aménagement du territoire, de la jeunesse, de l'agriculture seront régulièrement abordés. En même temps, des rubriques existantes, comme « la vie militante », ou les pages culturelles seront transformées, une place plus grande leur étant accordée, pour mieux nourrir la réflexion ou l'information de nos lecteurs.

Un certain nombre de correspondants étrangers, journalistes dans des journaux amis, nous enverront des chroniques régulières, fournissant des informations sur la situation dans divers pays ou sur les courants qui traversent le mouvement socialiste, débats souvent proches des nôtres.

Enfin, reportages et enquêtes viendront concrétiser nombre de nos analyses, leur donner un contenu vivant et perceptible.

C'est là un nouveau pari. Compte tenu des conditions plus que modestes dans lesquelles T.S. est conçue et réalisée, cela suppose un gros effort de l'équipe rédactionnelle. Il sera mené à terme.

Nous comptons sur nos lecteurs pour faire connaître ses transformations et nous gagner de nouveaux abonnés.

Si la mise en place de nouveaux points de vente va être une des tâches essentielles de notre service diffusion, si la vente militante, qui reprend dans un certain nombre d'endroits, nous sont d'un apport précieux, il est néanmoins évident que l'assise financière de notre journal dépend essentiellement de la progression du nombre de nos abonnés.

Notre journal compte, en cette fin 1967, 11.768 abonnés. C'est un chiffre non négligeable. Il est néanmoins insuffisant pour permettre les améliorations déjà prévues. A plus forte raison pour répondre aux ambitions que chacun nourrit pour T.S.

Il faut donc gagner 5.000 nouveaux abonnés.

A première vue, cet objectif paraît trop ambitieux. Pour faciliter le travail de chacun, l'administration a prévu, jusqu'à la fin février 1968, des abonnements à un tarif exceptionnel :

- Six mois : 9 F.
- Un an : 17 F.

Pendant ces deux mois, à l'occasion des multiples réunions de reprises des cartes, de nombreux sympathisants du parti vont être touchés. Il faut qu'ils deviennent des

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'Administration

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

abonnés de T.S.

Un dépliant tiré par le service propagande à 150.000 exemplaires et qui contient, outre de nombreuses précisions sur le P.S.U., un bulletin d'abonnement à notre journal, aux conditions exceptionnelles précisées, doit favoriser le travail de tous nos lecteurs.

Toutes les sections et les fédérations du Parti doivent faire de cet effort pour Tribune Socialiste un de leurs objectifs prioritaires pour le début de cette année. Et nous disons bien : toutes. La campagne de l'année dernière ayant démontré que les résultats obtenus n'étaient le fait que d'une minorité de fédérations du Parti.

Nous comptons sur chacun d'entre vous pour que l'objectif assigné soit atteint. Il se traduira par de nouvelles transformations.

Dernier point sur lequel nous reviendrons : la publicité. On sait que sans elle, la plupart des journaux existants ne pourraient vivre.

Or, les annonceurs ont jusqu'ici négligé Tribune Socialiste. Il est vrai que la prospection en la matière avait été insuffisante, et pour tout dire plus qu'artisanale.

Nous prenons des mesures pour changer cet état de choses, notre support pouvant s'avérer rentable jour plus d'un annonceur.

Il s'agira là également d'une bataille que nous pouvons et devons gagner.

L'année 1968 sera donc fertile en actions sur tous les fronts de Tribune Socialiste. Nous avons confiance. Nous espérons surtout que l'outil que constitue T.S. dans la lutte pour l'instauration du socialisme en France sera chaque jour plus utile pour tous les militants politiques et syndicaux qui nous suivent dans cette voie et qui attendent de nous les informations et les analyses indispensables à leur action.


**Éditorial**

# La vraie question

Michel Rocard

**E**n cette semaine de bilans et de pronostics, il est d'autant plus opportun de faire le point sur l'état de santé du parti et ses perspectives politiques que la halte des fêtes vient interrompre, la longue et abondante série de réunions publiques organisées par le P.S.U. cet automne.

Et cependant, c'est au retour d'Angleterre que m'apparaissent plus justifiées nos raisons, et plus assurées nos perspectives. Paradoxe ? A peine. Le plus puissant parti socialiste d'Europe occidentale connaît sans doute aujourd'hui la crise la plus grave de son histoire. Car devant l'incertitude, le doute et la tristesse que provoquent chez nos amis britanniques les pâles résultats de l'expérience Wilson, aucune lueur n'apparaît, aucune espérance ne semble légitimer la poursuite du combat politique. Wilson est un manœuvrier de première force, d'aucuns vont jusqu'à dire qu'il n'a pas pu contribuer à faire surgir au moment opportun le problème des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, qui n'appelait pas tant de diligence, pour se donner à lui-même l'occasion de consoler sa gauche, et l'écarter quelque peu des problèmes internes... L'histoire fera la lumière sur ce point difficile ; mais si une telle intention peut-être prêtée au Premier Ministre, c'est avant tout parce qu'elle est bien dans sa manière. Et cela nous conduit à réexaminer la période pendant laquelle le Labour Party se préparait au pouvoir, et à écouter nos amis anglais se poser de bien troublantes questions.

## En écoutant les Anglais

La première de ces questions est la suivante : cela valait-il la peine de rapetasser grâce à tant de compromis l'unité du Labour Party ? Le prix de cette réconciliation du Labour avec lui-même fut l'absence d'une vue claire des transformations à faire subir à la société britannique et des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le résultat est visible aujourd'hui. N'était-il pas plus important d'approfondir d'abord ce que signifie le socialisme actuellement pour un pays développé, fût-ce au prix de conflits persistants dans l'organisation ?

La deuxième question que j'ai entendu quelques amis britanniques se poser est tout aussi significative. La gauche du Labour Party, au début des années 1960, avait fait porter tout son effort sur les orientations de politique étrangère, et notamment sur le désarmement nucléaire sans

s'occuper sérieusement d'une politique socialiste interne. Or, on s'aperçoit aujourd'hui que le mot de socialisme — non récusé par le Labour — ne suffit pas à définir une politique économique et sociale précise ; que la politique économique et sociale précise ; que la politique étrangère d'un pays dépend profondément de l'indépendance, c'est-à-dire de la santé de son économie et de sa balance des paiements ce qui revient à dire qu'une politique étrangère correcte est au mieux un résultat, mais jamais une cause de transformations socialistes sérieuses à l'intérieur. On s'aperçoit enfin que les militants de la gauche du Labour Party, sont aujourd'hui complètement désarmés pour mener la bataille interne qui s'impose, faute de proposer des solutions précises aux problèmes britanniques de nature à élargir leur influence, à permettre de porter le conflit devant les syndicats ouvriers et à inspirer confiance à l'opinion. Dans ces conditions n'aurait-il pas été politiquement plus correct de donner la priorité dans le combat de la gauche aux objectifs concernant la politique économique et sociale — comme y est normalement conduit tout militant de bonne formation marxiste ? C'est une nouvelle manière de revenir à la vraie question : que signifie actuellement le socialisme pour un pays développé ?

## Les orientations du P.S.U.

En participant à ces conversations mélancoliques, comment s'empêcher de penser à la France, aux problèmes de l'unité et à la stratégie du P.S.U. Eclairée par l'exemple anglais, l'attitude qui consiste à donner la priorité aux problèmes du programme et à en faire dépendre la nature des alliances apparaît légitime. De la même manœuvre la ligne politique que représentent le contreplan, notre proposition pour une loi foncière, notre projet de réforme de la Sécurité sociale que les fédérations viennent de recevoir pour étude, les propositions faites par Pierre Mendès France et reprises par le dernier Comité Politique national en ce qui concerne la réorientation de la politique économique européenne, la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne et les solutions à donner au problème de la livre sterling, pour ne pas parler de tous les projets en cours, tout cela constitue une orientation profondément saine.

Il reste à savoir si la qualité des propositions du P.S.U., leur multi-

plication, et surtout le développement du Parti lui-même seront suffisants pour nous permettre de peser sur la coalition de gauche en formation au point qu'elle ne soit pas un syndicat de défense des intérêts électoraux en place mais une alliance offensive organisée pour atteindre un certain nombre d'objectifs ambitieux mais précis. Il reste donc à savoir comment va le P.S.U.

## Bulletin de santé

La campagne d'implantation est en cours. L'an dernier, c'est en mars qu'est enfin parvenue au Secrétariat National la dernière carte rentrée en 1966. Cela revient à dire que le bilan complet de la campagne d'implantation ne pourra être fait que dans quelques semaines. Mais les résultats en sont déjà tels que le Bureau National a pu prendre la décision de publier Tribune Socialiste le plus fréquemment possible sur 16 pages au lieu de 12 pages habituelles. Nette des quelques démissions, la progression des effectifs, est en effet déjà de 15 % par rapport à 1966 pour les seules cartes rentrées.

Plus significatifs encore sont les résultats de la série de meetings publics organisée cet automne, et qui va d'ailleurs se poursuivre quoiqu'à un rythme un peu moins rapide. Partout, des équipes fédérales actives et souvent nouvelles sont à l'œuvre, une prise directe sur la vie régionale et locale. Partout, nos conférences de presse ont été suivies avec attention. Les Fédérations les plus anciennement développées du Parti, et notamment les trois plus puissantes, Rhône, Isère et Côtes-du-Nord, consolident une implantation déjà forte. Mais l'élément le plus positif est la réussite, au-delà de nos espérances, de tous nos meetings organisés dans des zones ouvrières par des fédérations de moyenne importance. Les plus grands succès furent obtenus au Havre, à Saint-Nazaire, à Nancy, à Nilvange et à Sallaumines. Lors de chacune de ces réunions où les salles étaient pleines, un flot nourri de questions a porté sur tous les aspects de la politique du Parti, et chacune a provoqué quelques adhésions. Bref le parti va bien. Ses difficultés sont des difficultés de croissance dont la principale est l'insuffisance de son équipement administratif, complètement débordé par l'augmentation d'activité : problème important, mais dont l'apparition même est un signe de santé.

Cette situation satisfaisante du Parti a des raisons. Comme on ne songe guère à les trouver dans un puissant soutien des moyens d'information de masse, force est bien de penser que ces raisons sont purement politiques. A nos yeux la principale est celle-ci. Le P.S.U. a pris très clairement position contre la politique économique et sociale inadmissible du gaullisme et pour des solutions socialistes qu'il décrit avec précision ; mais il est aussi la seule force politique de gauche qui en-

tend rompre définitivement avec la IV<sup>e</sup> République, ses faiblesses, ses compromissions, ses impuissances et ses promesses non tenues. La décision opportune de son V<sup>e</sup> Congrès permet au P.S.U. de ne pas s'enliser dans la procédure, et de ne convier l'opinion publique à rien d'autre qu'à réfléchir sur les objectifs qu'il nous faudra poursuivre pour assurer un avenir à la France et à l'Europe.

## Nos tâches

Tout cela cependant ne suffit pas. Il reste à faire avancer l'ensemble de la gauche vers des intentions et des objectifs communs. La reprise en janvier de nos discussions avec le Parti Communiste français doit y contribuer, et si la F.G.D.S. paraît toujours plus occupée de ses problèmes internes que soucieuse de renouer un dialogue auquel elle s'était engagée, divers projets de réunions communes et de colloques permettent de penser que, sous des formes diverses, une esquisse de débat va pouvoir s'engager.

Il reste aussi, et c'est plus nécessaire encore, à associer profondément l'opinion à la volonté de la gauche de transformer le régime. Le logement, l'emploi, l'école, ces trois mots évoquent à la fois les tares les plus honteuses de la société française, les besoins les plus urgents de nos compatriotes, et les éléments prioritaires de ce qui sera le programme de la gauche. Mais cela ne suffit pas à définir une volonté de transformation socialiste. La démocratie pour des socialistes, car c'est là la vraie question, c'est aussi une lutte pour réduire les inégalités de revenus et de fortune, et c'est encore la volonté d'assurer un contrôle plus effectif des producteurs sur leurs conditions de travail et l'usage fait de leur production, qu'il s'agisse de paysans, des ouvriers, des employés ou des cadres.

Autour de ces thèmes simples, nos amis britanniques auraient trouvé s'ils l'avaient cherché, le sens d'une expérience qui aurait alors mérité son nom de socialiste. Autour de ces thèmes simples la gauche française pourra proposer au pays l'image concrète de l'avenir qu'elle lui prépare et lui propose.

En adressant à tous les membres du P.S.U., à leurs familles, et à tous nos amis et sympathisants, les meilleurs vœux du Bureau National pour une heureuse année, j'y ajoute le vœu que 1968 permette au travail politique de tous d'apporter à la gauche et au pays une conviction et une efficacité plus grande au service du socialisme.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux  
(Youg.), V.O.

## La Vie sociale

### Santé : un budget rogné

Max Lucas

Quelques chiffres permettent de définir l'importance accordée par le gouvernement à la protection de la Santé.

#### Le V<sup>e</sup> Plan

Malgré la désapprobation de toutes les organisations démocratiques représentées à la Commission des prestations sociales du V<sup>e</sup> Plan, cette dernière a étudié les solutions nécessaires pour limiter la croissance des dépenses sanitaires et sociales à l'indice 138, afin de ne pas contrarier les objectifs économiques nationaux considérés comme prioritaires. La santé de l'économie capitaliste française passe avant celle de chacun des français. La commission d'équipement sanitaire et sociale avait chiffré les besoins de ce secteur à 55 milliards 760 millions dont 22 milliards 120 millions jugés techniquement réalisables. Le gouvernement n'a retenu qu'une enveloppe de 12 mil-

liards 900 millions, soit 20 % des besoins. Or, en juin 1967, la même commission constatait que seulement 40 % des réalisations prévues avaient été effectuées en temps voulu. C'est-à-dire que ce n'est plus que 8 % des besoins qui sont en fait satisfaits.

Le V<sup>e</sup> Plan prévoyait la construction de 9 000 lits hospitaliers par an ; en 1966 et en 1967, seulement 4 500 lits ont été construits. Les prévisions les plus optimistes fixent à 3 500 le nombre de ceux qui seront construits en 1968.

#### Le budget 1968

Le budget global est de 150 milliards 546 millions. Le budget des affaires sociales est de 5 milliards 700 millions. Le gouvernement fait valoir une augmentation de 20,3 % par rapport au budget 1967. Malheureusement si l'on compare la place des affaires sociales dans le budget

global, on s'aperçoit qu'elle représentait en 1967, 4 % ; alors qu'en 1968 cette part n'est plus que de 3,7 %. Si l'on examine les autorisations du programme et leur augmentation par rapport à l'année précédente, on constate que les affaires sociales arrivent au bas de l'échelle avec 4,1 % alors que pour la moyenne du plan cette augmentation est de 13,4 %, pour les télécommunications de 27 % et pour les routes 20 %.

#### Les ordonnances du 21 août 1967

La réforme de la Sécurité sociale préparée de longue date et devant faire l'objet d'un débat parlementaire promis par M. Pompidou, a été inscrite dans les textes à la faveur des pouvoirs spéciaux et en dehors de tout contrôle démocratique. Les cotisations salariales sont augmentées, les prestations sont diminuées, l'organisation unitaire est démantelée et tout semblant de gestion ouvrière est supprimé.

La Sécurité sociale, institution de solidarité gérée par les intéressés, n'est plus qu'un organisme d'assurance individuelle et d'assistance aux plus démunis. Le droit à la protection de la santé inscrit dans le

préambule de la constitution est bafoué. Les organisations ouvrières représentatives ont dénoncé ces ordonnances et réclamé leur abrogation. Cependant, elles ont acceptées de figurer dans les nouveaux conseils d'administration créés par la réforme. Les grandes manifestations prévues et promises par les syndicats n'ont pas eu l'envergure souhaitée et sont restées en grande partie inefficaces. Pourtant, nous trouvons là l'exemple d'une contradiction manifeste et inévitable entre les intérêts de l'économie capitaliste française et l'intérêt de la majorité des Français.

En second lieu, il faut noter le paradoxe qui fait que si individuellement chacun se sent très préoccupé par son état de santé et celui de ses proches, cette préoccupation disparaît au niveau collectif. Il faut souhaiter que le plus rapidement, d'une part, les dirigeants politiques et syndicaux prennent conscience de cette contradiction de notre société et qu'ils en tirent les conséquences ; d'autre part que les Français n'attendent plus d'être face à la maladie pour s'inquiéter des moyens de protection sanitaire et sociale mis en place par le gouvernement. □

## Un record de conflits

Jacques Ferlus

Nous vivons des temps où tout va tellement vite que des événements d'une année on ne retient, très souvent, que les plus récents : ceux des derniers mois. En se laissant aller à cette pratique, les caractéristiques que l'on veut dégager d'une année le seront trop rapidement et les conclusions s'avèreront souvent fausses ou, tout au moins, incomplètes.

Cela dit, essayons de jeter un regard sur l'année sociale écoulée. Elle a commencé par une grève (1<sup>er</sup> février) pour se terminer sur une autre (13 décembre). Les travailleurs ont beaucoup défilé dans les rues et en grand nombre.

Aujourd'hui, la grève du 1<sup>er</sup> février est un peu oubliée au profit de celle du 17 mai qui marque le début de la lutte contre les ordonnances. Ces ordonnances, qui nous

sont tombées sur la tête aussi brusquement qu'un orage du mois d'août, sont bien, pour un grand nombre de Français, le seul événement important de l'année. Si l'on partage ce point de vue, on ne peut être que pessimiste sur la portée de la lutte des travailleurs et sur la véracité des mots d'ordre donnés par les centrales syndicales. Il n'y a pas eu les mouvements qu'on pouvait attendre, on n'a rien proposé qui soit vraiment original ; on peut considérer qu'en voulant réagir vite, les syndicats ont mal réagi.

Ceux qui tiennent ce raisonnement ont peut-être raison sur les faits, encore qu'il faudrait le démontrer. Mais ils se trompent sur le fond. Les ordonnances sont sûrement un événement important mais la lutte contre elles ne sera véritablement à l'ordre du jour qu'en

1968. Et il faudrait qu'elle en soit le fait marquant.

Quant au fait marquant de 1967, c'est l'emploi. Partout, les travailleurs ont dû faire face à des problèmes de licenciement, de chômage, de réductions d'horaires, de concentrations, de fermetures d'usines... Ils ont mené un dur combat et l'ont bien mené. Le conflit qui a éclaté aux usines Rhodiaceta début décembre a remis en mémoire l'âpre lutte que ces mêmes travailleurs avaient menée en mars dernier, en même temps qu'à Saint-Nazaire, que chez Berliet, Dassault et chez les mineurs de fer de Lorraine... Et cela se passait pendant les élections législatives et l'entrée en exercice de la nouvelle Chambre. Le patronat s'avérait incapable d'entamer le dialogue, faisant ainsi la démonstration qu'il est le seul en Europe à faire fi des organisations syndicales, le seul à ne reconnaître aucun droit véritable aux travailleurs ; et cela au moment où, plus que jamais, il parle du Marché commun. Il y a

bien longtemps que la France n'avait connu un aussi grand nombre de conflits en si peu de temps.

Ces actions, ajoutées aux résultats obtenus par la gauche aux élections, ont permis l'ouverture d'un dialogue prometteur entre le syndicalisme et la politique.

Les pessimistes diront que si effectivement il y a eu tous ces faits positifs au printemps, la rentrée d'automne aurait pu se faire sur les mêmes thèmes et les mêmes objectifs. Ils ont en partie raison ; les travailleurs seraient repartis de plus belle, aidés par leurs organisations, si au cours de l'été les ordonnances n'étaient pas venues semer le trouble et la confusion. On a voulu répliquer sans attendre, d'où un certain affolement et un manque de précision dans les mots d'ordre.

Voilà pourquoi l'année a moins bien fini que commencé. Même si tous les grands problèmes restent posés, 1967 a été une bonne année.

1968 commence. □

## Les jeunes médecins en colère

Rémy Grillault

Le Centre National des Jeunes Médecins (C.N.J.M.) a tenu récemment son assemblée générale à Paris.

Sur les récentes ordonnances concernant la Sécurité sociale il note :

— qu'elles témoignent d'une incapacité à résoudre réellement le problème de la croissance du coût de la Santé dans un pays développé ;

— que sont appliquées des mesures économiques restrictives qui coûteront de plus en plus cher aux usagers et aux médecins ;

— que les mesures prises sont pro-

fondément rétrogrades et qu'un vernis technocratique recouvre mal leur sens profond : retour à la responsabilité individuelle devant la maladie, inégalité croissante devant la maladie et la mort, abandon de leurs responsabilités par les représentants de la collectivité.

De leur côté, les organismes représentatifs de la profession médicale, tout en exigeant à juste titre une participation des médecins au fonctionnement de la Sécurité sociale, continuent à défendre la médecine libérale caractérisée par le paiement direct

et à l'acte. Ceci va dans le même sens d'abandon des responsabilités collectives.

Ces attitudes conservatrices, ce qui se promulgue ou se dit, renforcent le C.N.J.M. dans sa détermination à continuer à travailler dans la perspective générale d'une organisation rationnelle de la protection sanitaire qui soit techniquement, humainement et socialement valable. Il s'agit :

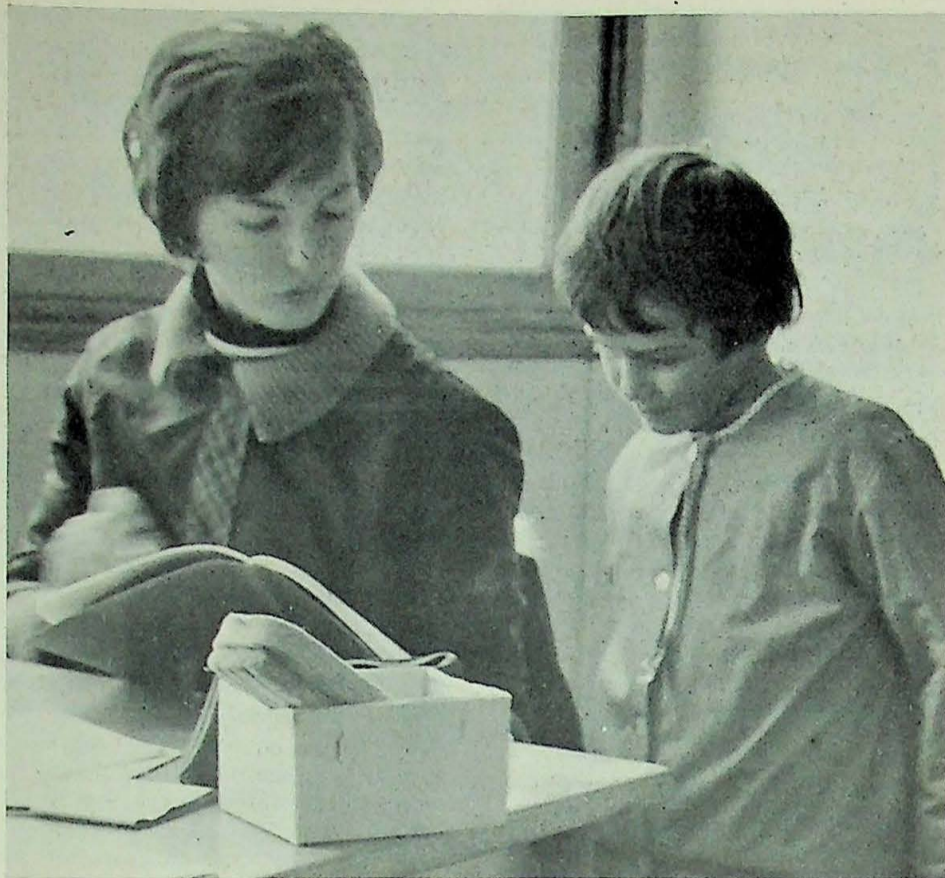
— de résoudre le problème de la divergence des courbes d'évolution des dépenses de santé et du revenu national,

— et de sauvegarder les deux dimensions humaines et scientifiques de la médecine.

Dans cette perspective, le C.N.J.M. prépare son deuxième congrès qui se tiendra les 20 et 21 avril 1968, sur la notion d'EQUIPE SANITAIRE.

Ce thème donnera lieu à Paris et en Province à des travaux individuels, de groupes, de commissions, qui permettront de mieux cerner les réalités actuelles, nos exigences, les problèmes et les conditions de leur solution.

Les médecins, dentistes, pharmaciens, kinésithérapeutes, assistants sociaux, membres du personnel infirmier, intéressés par une participation à ce travail, doivent s'adresser au C.N.J.M., 13, rue Pascal, Paris (5<sup>e</sup>). □



Une laïcité positive.

Collombert

## Laïcité

# Le statut de l'école

Robert Chapuis

Les services publics se sont institués dans les domaines où la concurrence aurait causé un incroyable gâchis financier et un risque permanent de déséquilibre entre l'offre et la demande. Ce qui est vrai pour les transports ou les services d'énergie l'est aussi pour l'enseignement. On ne peut concevoir l'éducation comme un « marché » où la qualité serait fonction de la richesse. Nous savons d'ailleurs que les critères de profit ne correspondent pas nécessairement à ceux de la qualité. Qu'on utilise les prétextes de la garantie morale ou religieuse, ou qu'on se serve des difficultés des jeunes à trouver un emploi, dans tous les cas, l'enseignement privé entretient un goût malsain de la protection, une psychose du danger social, une inquiétude devant l'initiative publique, une fuite dans l'individualisme et le conservatisme.

La division de l'école entre un secteur public et un secteur privé a pu être une rançon de l'histoire. Elle ne peut en aucun cas servir de base à un avenir démocratique.

Pour sa part, le P.S.U. a toujours proposé la création d'un Service national de l'Enseignement géré par les représentants de l'Etat et des travailleurs, par les maîtres, les parents et les étudiants. Un tel service permettrait de rénover démocratiquement un enseignement enfin unifié. Nous sommes conscients qu'un tel objectif requiert des moyens im-

portants et certaines transitions.

Deux conditions nous paraissent nécessaires pour définir cette période transitoire :

- 1° Développer une laïcité positive;
- 2° Respecter les droits de chacun dans l'intégration des biens et des personnes.

### 1. Une laïcité positive

Pour garantir la survie de la République et l'enraciner profondément, le combat laïc a dû être mené avec vigueur et avec continuité. Il a fallu libérer l'enseignement de la tutelle de l'Eglise, particulièrement dans les campagnes. La laïcité est alors devenue, face à la religion, un idéal humain, capable de donner tout son sens à une vie d'homme.

Aujourd'hui, cet idéal s'est largement imposé. La majorité des Français entend sauvegarder la laïcité de l'Etat et la liberté d'opinion qui en est le corollaire. Parmi ceux qui pratiquent une religion, l'idée de laïcité est aujourd'hui mieux admise et tout effort pour assurer dans les Eglises une certaine démocratie contribue grandement à entraver les résurgences possibles d'un esprit monarchique, sous quelque forme que ce soit.

Si la laïcité n'était qu'un principe à défendre, elle poserait les mêmes problèmes que la République qui est devenue désormais une forme de vie, une caractéristique de notre

vie et qu'il faut défendre comme telle. Si la laïcité n'était qu'un système de pensée face à celui des Eglises, alors il ne s'agirait plus que de lutter pour empêcher le retour au passé et pour affirmer la nécessité de maintenir la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais le combat laïc a aussi un avenir.

La laïcité est l'affirmation de la liberté humaine, le refus des oppressions de l'esprit. Or, aujourd'hui, la société de consommation développe une oppression d'autant plus lourde qu'elle est moins évidente. Sollicité par la publicité, l'information de masse, les distractions commerciales, malmené par le rythme de la vie quotidienne, les conditions de travail ou même les formes modernes du loisir, l'esprit subit une oppression sociale dont l'enseignant doit pouvoir le libérer comme elle a cherché et cherche encore à le faire de toute oppression politico-religieuse.

L'éducation moderne doit être fondée sur l'affirmation des personnalités et des opinions pour lutter contre l'uniformisation des idées, le conformisme des modes, la pauvreté des relations. L'école doit développer la capacité d'échange entre les hommes et enrichir cet échange par la qualité des apports réciproques, la valeur de l'expression et l'intérêt du contenu même de l'enseignement. L'éducation à la liberté suppose qu'on ne se satisfasse pas des différences en s'efforçant de situer hors de l'école l'expression des divergences. La neutralité ne doit pas aboutir au silence, sous peine de mettre en cause sa valeur éducative.

Telle est la laïcité positive dont l'école — dont toute l'école — a besoin à travers sa pédagogie pour préparer les hommes à vivre dans une société dont ils seraient vraiment responsables.

### 2. Respecter les droits de chacun

Mettre fin à la dualité de l'enseignement représente une véritable mutation historique. Il s'agit donc moins de définir des actes réglementaires que d'engager un processus.

En ce qui concerne le personnel, le seul critère possible est bien entendu celui de la qualification. Il en est de même pour l'enseignant que pour le médecin, l'avocat ou l'ouvrier. Les parents, les élèves, la société tout entière doivent avoir la garantie que l'enseignement sera donné de façon convenable : c'est pourquoi doit être donnée aux maîtres une formation initiale suffisante, complétée de façon permanente. En fonction de leurs titres, les maîtres de l'enseignement libre devraient tout naturellement recevoir le salaire qui correspond à leur tâche. Ils devront alors s'inscrire dans le même régime de recrutement, d'affectation et de promotion que les maîtres de l'enseignement public. Sans doute des contrats tem-

poraires peuvent-ils être imaginés pour régler certaines situations.

On admet désormais dans les zones urbaines ou les zones rurales la récupération de terrains privés au profit de la collectivité. Il devrait en être de même pour les bâtiments scolaires. Que le rachat soit immédiat ou progressif, des règles d'indemnisation peuvent être établies sur une base nationale.

On ne saurait empêcher que ces indemnités servent à établir des équipements de caractère éducatif sous la responsabilité de particuliers ou d'organisations (y compris d'organisations religieuses), qu'il s'agisse de maisons d'accueil, de foyers, d'internats, etc. Mais bien entendu, il ne devrait s'agir en aucun cas d'établissements d'enseignement. Pour de telles fondations, seuls devraient compter le droit commun et l'autorité des familles.

Dans les écoles, les horaires sont déjà organisés de façon à rendre possibles des activités extra-scolaires. Les enseignants jouent déjà un grand rôle dans ce domaine. On peut imaginer que diverses organisations — politiques, culturelles ou religieuses — puissent ainsi offrir des activités qui correspondent à leurs conceptions. Une instruction religieuse peut être donnée sur cette base : elle ne saurait l'être dans le cadre même d'un établissement scolaire.

Après cette période de transition, ne devra-t-il plus exister que des établissements publics d'enseignement ? Ce n'est pas certain. On peut admettre que l'Etat autorise l'ouverture de quelques établissements privés en raison de leur caractère spécifique dont le bénéfice reviendrait indirectement à la collectivité. Ce pourrait être le cas d'établissements où des personnes qualifiées souhaiteraient développer une expérience pédagogique autonome, ou encore d'établissements ouverts sur l'initiative de familles ou d'associations en vue de résoudre des cas sociaux ou diverses formes d'inadaptation.

Pour confirmer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il était normal d'engager une politique qui reconnaissait implicitement la dualité scolaire, en proclamant : Ecole publique, fonds publics; école privée, fonds privés. Aujourd'hui, cette dualité n'est pas admissible. Les tenants de l'école privée l'ont d'ailleurs reconnu en affirmant qu'il n'y a pas d'enseignement possible sans financement public.

Le combat pour l'unité de l'enseignement est inséparable du combat pour sa rénovation. L'évolution sociale commande l'une et l'autre. Nous devons le proclamer, mais nous devons aussi montrer que seul un gouvernement de gauche sera assez libre, assez puissant et assez compétent pour mener l'une et l'autre tâche. □

\* Extraits de l'intervention de Robert Chapuis, membre du Bureau national, faite au nom du P.S.U. au Colloque du C.N.A.L. des 9 et 10 décembre 1967.

## □ Profits et pertes

**S**oyons justes : ce n'est pas la politique intérieure qui nous a apporté le plus d'émotions ni de faits historiques. On ne peut pas refaire — ni défaire — 1958 tous les ans. Pourtant repensons à ce qu'il y aurait eu à écrire ici même à la fin de 1960 ou de 1964, et nous avons tout de même une impression réconfortante : les choses bougent, il y a du nouveau, quelque chose en marche...

Essayons de voir quoi. Pour nous socialistes ce qui compte d'abord c'est : où en sont la gauche et la droite dans leur affrontement ? Il n'y a pas eu de miracle ni même de vrai coup de théâtre. Mais les choses continuent d'aller mieux, la gauche apparaît maintenant sans conteste comme candidate au pouvoir, et elle seule face au Gaullisme. Là le fait majeur est le résultat des élections législatives et aussi le sentiment collectif qui s'exprime à travers sondages, manifestations, commentaires : il y a une coalition de la gauche qui représente 45 % de l'opinion ou un peu plus, qui progresse en influence et en crédit depuis 1965, et qui met la droite tout entière en position défensive : 195 sièges à l'Assemblée au lieu de 135 l'année passée, avec 2 millions de voix de plus, toutes les organisations recrutant abondamment, la gauche se porte bien.

Ainsi menacée, la droite n'est pas restée inactive. Le gaullisme s'est donné un chef de parti, et a commencé le mois dernier à Lille de se donner un parti. Mais la division demeure entre les gaullistes, les antigaullistes et les « malins » qui prétendent être les deux. Décès du M.R.P., langueur du Centre démocrate, l'opposition « sociale et européenne » de M. Lecanuet n'a pas passé une bonne année. L'habile Jacques Duhamel est apparu, symbolisant l'impossibilité d'organiser la mosaïque des notables qu'est le Centre français. Pour centre, 1967 aura été l'année de l'absence de

choix, comme toutes les années depuis 1958. Giscard d'Estaing continue de préparer son avenir, grappillant quelques sièges de députés, constituant des clubs, soignant sa presse... Après l'alerte du 12 mars, Pompidou s'est ressaisi et surveille son ancien ministre plus étroitement que jamais. Mais toutes ces dissensions et les ordonnances qui en furent la consécration, prouvent bien que la « stabilité » gaulliste était le fait d'une législation favorable non celui d'une Constitution : le problème du régime est réapparu, car celui dont on nous chantait les louanges ne parvient pas mieux qu'un autre à créer une majorité lorsqu'il n'y en a pas.

Mais cette gauche en progrès, cette gauche optimiste, que garde-t-elle de 1967 dans son orientation, dans ses structures, dans son aptitude à régir la société française ? Les premiers jours de l'année furent à l'optimisme, après la constatation officielle des « convergences » dans les accords liant le P.C.F., la F.G.D.S. et le P.S.U. entre eux. Une discipline électorale massivement approuvée par le pays sanctionna ce pas en avant. Mais qu'a-t-on fait depuis ? Les partis de gauche s'épaulent de nouveau aux cantonales, le P.C.F. et la F.G.D.S. créent des « structures permanentes de dialogue » qui causent, qui causent... Il est clair — et d'ailleurs confirmé par des prises de positions autorisées de part et d'autre — que des oppositions très arrêtées demeurent sur des points essentiels, alliance atlantique et supra-nationalité européenne, nationalisations et politique sociale. Par une exclusive incompréhensible portée par la F.G.D.S., le P.S.U. ne peut apporter ses propositions dynamiques et authentiquement socialistes dans ce débat, qui dès lors s'enlise ou engendre des textes hésitants et incomplets.

Pendant ce temps mort chacun a donc suivi sa voie. Le P.C.F., de son congrès de janvier à aujourd'hui, a travaillé à son rajeunissement et à présentation de parti responsable, au recrutement et à la formation de militants, sur des thèses inchangées. La F.G.D.S. dont le courant d'adhésions semble se tarir peu à peu, s'aborde en discussions de structures qui, les intérêts de chacun s'opposant, ne progressent pas vite. Le P.S.U., fort de la clarté de ses positions et de son choix politique de juin poursuit une patiente mais fructueuse implantation à la base.

Ce qui, de l'avis unanime, a changé réellement en 1967, c'est qu'il n'est plus possible, malgré pressions et séductions, de changer de partenaires, pour quiconque. Le P.C., le P.S.U. et la F.G.D.S., comme disait le père Queuille, sont « condamnés à vivre ensemble ». La pression des faits a donc rendu irréversible une certaine forme d'union. Puisse l'année 1968 être celle de la véritable unité d'une gauche renouée et décidée, attaquant sur le bon terrain...

## □ Les opérations du Cap

**O**n se souvient que durant plusieurs jours, la une de nombreux journaux a été occupée par la sensationnelle greffe du cœur réalisée en Afrique du Sud. De l'avis des spécialistes, l'exploit médical est de grande portée; mais il n'en demeure pas moins qu'à son propos nous sommes nombreux à nous être demandés si l'on n'assistait pas à une vaste mise en scène destinée certes à mettre en relief un progrès chirurgical mais aussi à présenter la patrie de l'apartheid sous des jours favorables. Vous qui assimilez la majorité des Afrikanders à des nazis, osez-vous persister pour des hommes capables d'une telle technique humaine ?

Mais l'on a également dit en sens inverse qu'autour du professeur Barnard travaillaient des médecins blancs libéraux, c'est-à-dire hostiles à l'apartheid, qui ne furent pas mécontents de se mettre en quelque sorte à l'abri de la répression gouvernementale en obtenant soudainement une réputation mondiale.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'au-delà de l'opération médicale, une opération politique ambiguë a pu être tentée. Aussi bien, si nous publions ci-dessous le communiqué du « Comité français contre l'Apartheid », nous n'ignorons pas que nos amis n'ont tenu compte que de la première hypothèse sans peut-être suffisamment s'inquiéter de la seconde. Il reste que les autorités de Prétoria étant animées de l'idéologie que l'on sait, l'avertissement du Comité doit être entendu par tous et accroître encore notre vigilance.

« Le Comité français contre l'apartheid, tout en reconnaissant qu'il n'est pas de sa compétence de prendre position sur l'opération de greffe du cœur qui vient d'être tentée en Afrique du Sud, et sur la portée scientifique certaine d'une telle expérience,

« — considère les problèmes nouveaux et sérieux que pose, sur le plan des droits de la personne (et particulièrement de celle sur qui est effectué le prélèvement) la répétition déjà prévue d'une telle expérience — problèmes qu'ont déjà soulevés des médecins, juristes, etc. Il estime que cette question est d'autant plus grave qu'il s'agit d'un pays dont la législation et les formes arbitraires de la justice qui y sont appliquées ont été maintes fois dénoncées et condamnées par les plus hautes instances internationales : les prisonniers politiques s'y comptent par milliers, les personnes suspectes y sont arrêtées et détenues au secret, sans jugement, pour une durée indéterminée, les droits de la défense n'y sont pas garantis, et les exécutions capitales y sont fréquentes.

« Le Comité demande à tous ceux que leur profession, leur réflexion et leurs convictions rendent attentifs à ces problèmes de prendre en considération les faits rappelés ci-dessus, en se souvenant d'expériences faites dans un passé trop récent.

« Il souhaite, sans faire de procès d'intention à quiconque, que le principe soit inscrit dans une législation internationale, qu'en aucun cas le prélèvement du cœur ne puisse être effectué sur une personne privée de sa liberté, condamnée à mort ou menacée de l'être, même si elle est déclarée « volontaire ».

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)

## SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour; pension complète, taxes et service compris; assurance accidents, ski et tiers; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F. à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion; départs toutes les semaines jusqu'au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). Tél. SUF. 19-20.



Dix jours qui ébranlèrent le monde.

Collection Elle Kağan

1917

## La prise du pouvoir

Pierre Naville

Le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre a fait couler beaucoup d'encre, imprimer beaucoup de papier. Pour les uns, ce n'est plus qu'un rite, comme le 14 Juillet français. Pour d'autres, c'est l'occasion de « mesurer le chemin parcouru », d'exalter la puissance économique de l'U.R.S.S., de comparer le legs des tzars au legs de Staline. Pour quelques-uns, c'est aussi le moment venu de rétablir (à moitié) la vérité historique, de s'évader des images d'Epinal, de restaurer les faits réels au détriment des légendes. Mais peu nombreux sont ceux qui se sont demandé ce que la révolution d'Octobre avait apporté sur une question qui est pourtant l'essentiel d'une révolution socialiste : la prise du pouvoir par le prolétariat salarié et par les masses travailleuses exploitées.

C'est une question difficile et gênante à bien des égards. Presque partout, la réponse est la même : la Russie de 1917, semi-féodale, paysanne, comprenant peu de travailleurs industriels salariés, lancée dans une guerre mondiale pour des conquêtes impérialistes (Constantinople), est toute différente de l'Europe occidentale et de la France de 1967 (sans parler du reste du monde). D'autre part, la conquête du pouvoir par les bolcheviks en 1917, au cours d'un soulèvement armé au nom des Soviets a conduit à une dictature bureaucratique d'un parti unique, qui dure encore et qui n'est pas souhaitable. Dans ces conditions,

les « leçons d'Octobre » nous enseignent ce qu'il ne faut pas faire plutôt que ce qu'il faut faire aujourd'hui. En conclusion, on renvoie la révolution d'Octobre à l'histoire, embaumée dans un mausolée comme le corps de Lénine...

Ces conclusions ont été de longue date celles du parti socialiste S.F.I.O., qui s'est toujours prononcé dans le passé contre la révolution d'Octobre. Son secrétaire général Guy Mollet doit avoir aujourd'hui là-dessus les mêmes idées qu'avait Léon Blum. Quant au parti radical, membre de la F.G.D.S., son passé et son présent témoignent suffisamment de son hostilité à la stratégie ouvrière et militaire qui a conduit à la révolution d'Octobre. Quelle est l'idée que les membres de la Convention des Institutions républicaines, troisième famille de la F.G.D.S., formation nouvelle, peuvent se faire à ce sujet ? On peut parier sans risque de se tromper qu'en tant que « modernistes », ils ne doivent avoir que peu de considération pour une prise du pouvoir qui s'accompagnerait de la liquidation du parlementarisme classique.

Dans l'ensemble, ce qu'on appelle « la gauche non communiste » ne retient de la révolution d'Octobre et de ses suites que deux choses : l'une, c'est que l'U.R.S.S. est devenue un grand pays industriel, et que ses techniques de planification apportent sur certains points des enseignements intéressants ; l'autre, c'est que le régime qui est né en 1917

semble avoir renoncé à fomenté une révolution internationale, et s'en tient maintenant à une « co-existence pacifique » avec les pays et régions non communistes. Cela suffirait pour que l'on puisse engager le parti communiste à renoncer à l'héritage d'Octobre, au moins en ce qui concerne la prise du pouvoir, ou du moins « l'exercice du pouvoir », distinction établie en 1936 par Léon Blum pour expliquer la politique du gouvernement de Front populaire.

De fait, tout ce que le parti communiste a publié au sujet du 50<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre tend à rejoindre ces préoccupations. Ses journaux et ses orateurs ont insisté sur les « particularités » de la situation en Russie en 1917. Ils ont aussi souligné le caractère « national » de la révolution. Ils ont expliqué que les formes prises par la révolution étaient surtout imputables à la réaction contre-révolutionnaire, militariste et tsariste, à l'intervention franco-anglaise qui entretint la guerre civile pendant trois ans, à l'immaturité du prolétariat organisé, à l'impuissance des classes moyennes et aux conditions de la première guerre mondiale. Les conditions actuelles de la France sont toutes différentes, et par conséquent, il faudrait élaborer des formes nouvelles de prise du pouvoir, ou plutôt d'accession au pouvoir.

Dans cet esprit, de nombreux dirigeants du parti communiste ont souligné que la classe ouvrière et les salariés devaient admettre deux possibilités nouvelles (pour eux). D'abord, ils conviennent que la pluralité des partis et organisations ouvrières (y compris les syndicats) sera nécessaire, et même indispensable. C'est-à-dire que le socialisme ne doit pas être défini par un seul parti dominant au pouvoir, mais par tous les partis qui se déclarent socialistes et cherchent, au cours d'une compétition permanente, exprimant la démocratie ouvrière, les formes d'action les plus fructueuses. Ensuite, ils pensent que les organisations socialistes, alliées avec des groupements libéraux, peuvent arriver au pouvoir dans le cadre du parlementarisme classique, c'est-à-dire par voie de majorité acquise au cours d'élections législatives au suffrage universel.

Il est évident que ces conceptions sont assez différentes de celles qui ont été mises en œuvre il y a cinquante ans en Russie, et qu'on peut en discuter. Mais pour en tirer quelque chose de significatif, je crois qu'il est d'abord nécessaire de faire une différence entre les conditions particulières dans lesquelles peut se mener la lutte révolutionnaire, et les principes qui doivent orienter cette lutte.

En tout cas, c'est sur le terrain des principes socialistes que l'on comprend mieux aujourd'hui quelle est l'importance durable de la révolution d'Octobre. Cette révolution, bien qu'elle se soit produite dans

un pays à grande majorité paysanne, a situé avec la plus grande clarté les classes en lutte. Elle a montré que l'abolition des rapports capitalistes, c'est-à-dire de la domination de la grande bourgeoisie, n'était possible que si les travailleurs s'unissaient sur leur propre base, en proclamant hautement leurs objectifs. Elle a montré que la petite bourgeoisie (surtout paysanne en Russie) ne pouvait entrer dans la lutte que si le prolétariat en prenait hardiment la tête. Elle a montré que le programme de la révolution devait être clair, notamment sur le terrain économique. Elle a montré en même temps que dans les pays industriels plus encore que dans les autres, il existait une solidarité latente étroite entre tous les mouvements socialistes, qui est le fondement réel de l'internationalisme.

Ces conceptions stratégiques, ces principes essentiels, sont-ils ceux qui animent aujourd'hui, en France, la gauche qui « revendique » le pouvoir, ou plutôt le gouvernement ? Personne, je crois, n'oserait répondre très affirmativement à cette question, au moins pour ce qui concerne la plus grande partie organisée de cette gauche. Si l'on s'en tient aux textes et aux déclarations, on constate que celle-ci revendique un « retour à la démocratie » (« véritable »), avec un programme économique et social qui mélange des préoccupations techniciennes, voire néo-capitalistes, avec des mesures socialistes dont la portée n'est pas toujours claire. Il est visible que toute une aile « centriste » de la gauche ne représente pas à ce sujet les craintes ou hésitations de la petite bourgeoisie, mais tout simplement la pression du grand capital et de ses inspirateurs américains. Ce n'est évidemment pas le style de la révolution d'Octobre, bien que celle-ci, à l'origine, ait eu un programme économique dont le caractère socialiste ne s'est affirmé que peu à peu, dans les conditions d'une véritable guerre civile.

Quant à la tactique et à la stratégie, c'est évidemment là que la situation actuelle présente le plus de traits nouveaux. Il faut tenir compte des organisations et des hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, c'est-à-dire des tendances politiques et sociales qu'ils représentent. Mais quels qu'ils soient, l'essentiel est que l'objectif est la prise du pouvoir. Et tout comme les bolcheviks ont su s'inspirer des exemples de la Révolution française, les socialistes d'aujourd'hui devront savoir s'inspirer de ceux de la révolution russe. Tabler simplement sur une victoire électorale, ce serait certainement se faire des illusions sur un régime né d'un coup d'Etat. Mais c'est là un aspect de « l'après-gaullisme » que presque toutes les organisations de la gauche n'ont pas l'air d'envisager. Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre aurait pourtant été une bonne occasion... □

□ Vie régionale

## S.O.S. Lorraine

Claude Lanton

Face à la diversité des problèmes posés, mis en contact avec un sous-prolétariat dont l'existence est insoupçonnée par ailleurs, confronté avec des militants syndicalistes, force m'est de jeter l'éponge et de dire aux lecteurs de T.S. « Si vous ne me croyez pas, allez voir sur place ». Durant des jours j'ai sillonné la région, rencontré des hommes et des femmes dont je tairai le nom par prudence pour eux, vu leurs conditions de travail, leurs feuilles de paye. J'ai vu des prêtres et des laïcs, des syndicalistes et des militants politiques, tous m'ont dit : « Parlez de nous à Paris, nous n'en pouvons plus, les grèves d'avril nous ont coûté entre 500,00 F et 1.700,00 F par travailleur, mais nous sommes prêts à recommencer, si dans la France entière nous sommes soutenus. » Pourquoi ces problèmes, c'est ce que je vais tenter d'expliquer.

La Lorraine, c'est en premier lieu, 3 unités économiques : les mines de fer (Piennes-Trieux) où sans arrêt le désespoir règne, où l'on ne sait de quoi demain sera fait ; les mines de charbon (Merlebach - Forbach), région déshéritée, industries fantômes, chômage permanent, exodes continus ; enfin la région sidérurgique (Hayange-Nilvange) où provisoirement règne un relatif bien-être, où cependant demain, le pire peut se produire.

Mais la Lorraine, c'est aussi le vingtième de la France, avec une densité de 92 habitants au kilomètre carré qui la place au cinquième rang des régions françaises. Néanmoins, cette densité est relativement faible comparée aux régions étrangères voisines, 3 à 4 fois plus peuplées. Qui plus est, la population est surtout concentrée dans la vallée de la Moselle et les bassins sidérurgique et houiller et épars dans le reste de la région. Ainsi les densités départementales varient-elles de 148 dans la Moselle à 35 dans la Meuse.

Par contre, la Lorraine présente toutes les caractéristiques d'une province en plein essor démographique puisqu'elle se trouve en tête pour le pourcentage d'accueil des étrangers et le taux de natalité, qu'elle a l'un des plus forts pourcentages de jeunes de moins de vingt ans et le plus faible pourcentage de gens âgés. Il y a en Lorraine 97 étrangers pour 1.000 habitants (96 en Meurthe-et-Moselle, 73 dans la Meuse, 169 dans la Moselle, et 19 dans les Vosges).

66 % de la population demeure dans des communes de plus de 2.000 habitants, le pourcentage de la population active industrielle est de 48 %, celui de la population active agricole de 10 %.

### Du drame des jeunes...

Fameck, cité dortoir de 13.500 habitants, environ 50 % de jeunes, 28 % ont leur C.E.P., 8,4 % leur C.A.P., les autres rien. Sur 800 jeunes interrogés, 40 sont en chômage et 315 occupent des emplois sans qualification. Tous travaillent chez de Wendel ou assimilés.

Devant moi, j'ai un prêtre, depuis vingt ans dans la région, qui connaît les jeunes, essaie de les dépanner, de les comprendre.

Il est en contact avec les militants syndicalistes et politiques de la région. Pour lui le P.S.U. c'est la gauche nouvelle, celle qui aux problèmes posés répond par des propositions concrètes et efficaces.

Simplement, il m'a, point par point, expliqué la situation de ces « jeunes qui travaillent ». Pour les jeunes en chômage total, la solution préconisée par les « conseillers de la main-d'œuvre est simple : « Engage-toi dans l'armée », c'est souvent la marine « ici tu es inutile, à l'armée tu auras une formation, on verra après ». Il y a les autres, ceux qui ont une formation. C'est encore pire. Un jeune de 16 ans passe son C.A.P. de chaudronnier, il s'engage chez de Wendel : « Tu as une place de graisseur », répond le conseiller. Le jeune accepte. Dans le « royaume de la peur » il n'est pas bon de refuser car après...

Certains refusent. On les engage. Huit jours après c'est la convocation devant le chef de service : « Tu es puni. Huit jours de « cour » (balayage), ça te calmera ». Si le jeune est calmé, il rentre dans le rang, sinon, tête basse, il rentre chez lui, où ses parents affolés, iront s'excuser chez Monsieur le chef du personnel. Celui-là même qui au cours d'un repas d'affaires dira à ses collègues : « Sont-ils naïfs de faire grève, nous ne céderons pas. »

Il y en a qui acceptent. On leur trouve du travail. Par — 10°, dans l'acide et l'eau ils ravalent, nettoient. Ils sont payés 2,67 F de l'heure. Au bout de 8 jours, ils sont à l'hôpital de Wendel, les jambes rongées. On les soigne, ils partent « dans la marine ».



Collombert

### Quel emploi ?

D'autres, en révolte, militent syndicalement. Gare à eux. Point de formation professionnelle ; point d'avancement, même s'ils sont doués. Les « moniteurs », les « orienteurs » leur conseillent d'aller plus loin ou alors de céder. Durant les dernières grèves les observateurs ont pu remarquer que de nombreux jeunes étaient en tête des manifestations. Les directions aussi. Résultat : menaces, brimades, primes spéciales pour les « bons », ceux qui n'ont pas fait grève, suppression de la prime de Noël pour ceux qui se sont manifestés. Face à cela la gauche traditionnelle n'a encore pu rien faire pour que d'ouvriers « à poings », les jeunes, se transforment en ouvriers « à tête ».

### A leurs loisirs...

Là, c'est le désert. Il faut surtout éviter que les jeunes n'acquiescent point cet « esprit wendéliste » de leurs parents. Néanmoins la société évolue, et une entreprise aussi en pointe que Sollac ne peut rester en arrière. Alors, on crée « l'association des centres de loisirs des pays du fer ». A coup de millions de magnifiques bâtiments s'élèvent dans les cités dortoirs ; on y installe 5 permanents royalement payés — pour la région — et on attend les jeunes. Ils y viennent pour ne pas faire prendre de risques aux parents, et... puis parce qu'il n'y a rien d'autre. Evidemment malgré les titres pompeux des permanents (il y a un attaché pédagogique...) les seules activités permises sont le jerk ou le monkiss, les majorettes, le ping-pong... La démocratie est sauve, les jeunes ont des « loisirs », mais si à

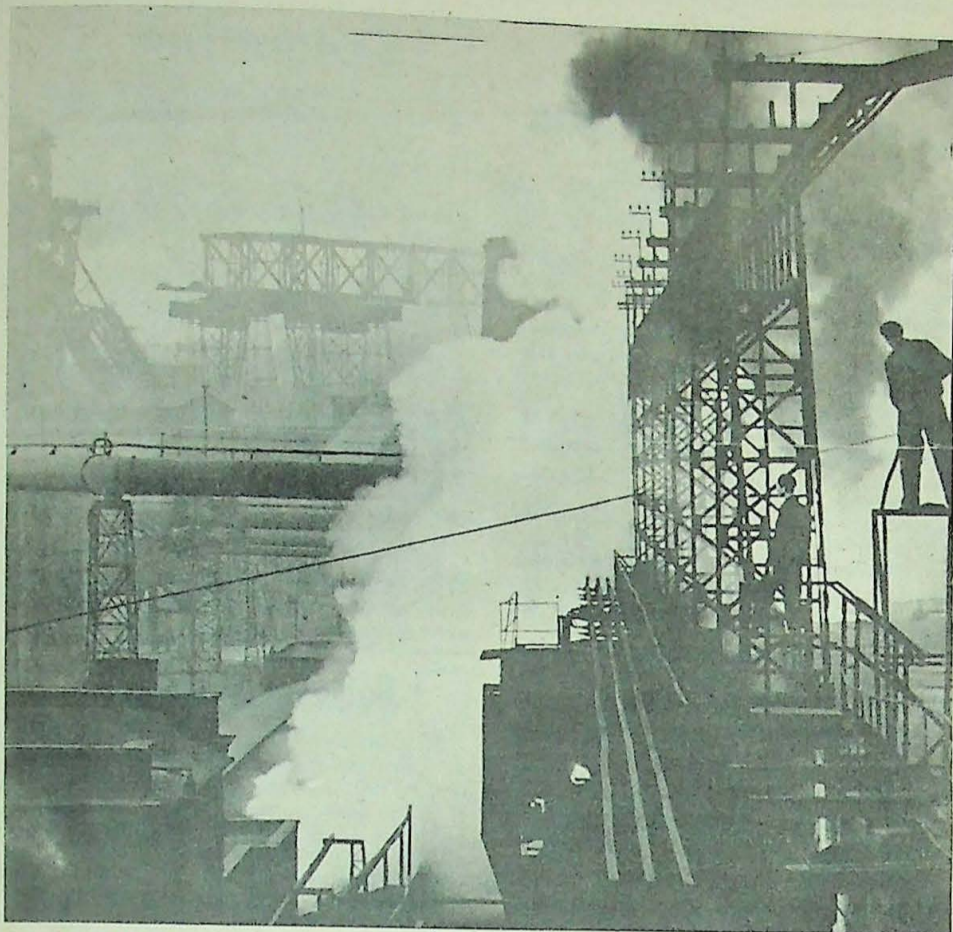
coup de millions l'on construit de ces centres, à côté, depuis 2 ans on attend les crédits pour construire une M.I.C. pour 7.000 jeunes.

### Du bassin houiller lorrain...

En 1957 il y avait 46.748 employés aux houillères du bassin de Lorraine, aujourd'hui, il en reste 35.000. En 10 ans, 12.000 sont partis et ce n'est pas fini. D'ici 1975, 10.000 départs sont encore prévus. Jusqu'à ce jour, les soupapes de sécurité jouaient, maintenant c'est terminé. La main-d'œuvre flottante ? Elle est partie depuis longtemps. La mise à la retraite ? Il n'y en a plus que 300 par an. L'implantation d'un complexe chimique à Saint-Avold ? C'est fait, mais les techniciens viennent de Paris, et il y a peu de place pour une main-d'œuvre qualifiée. La réduction de l'embauche ? Elle est totale. Les stocks ? On est au plafond (900.000 tonnes). Il ne reste plus que le chômage. Il n'y a pas de travail pour les jeunes et à Merlebach, Saint-Avold, il y a 1.000 logements de libres.

Journellement, le nombre de frontaliers travaillant en Sarre augmente. Aujourd'hui c'est 6.000, demain il en est prévu 10.000. Dans les 9 communes minières, 345 établissements de plus de 10 personnes sont incapables d'absorber les travailleurs déclassés. « Il sera créé dans les trois années à venir, 1.500 emplois » avait déclaré le préfet, M. Chaussade. Aujourd'hui, seulement 100 le sont. A Creutzwald, en deux jours, 78 jeunes sont venus demander du travail. Aucun poste n'était à pourvoir.





Les Bastilles de l'acier.

D.R.

En décembre 1967, M. Chirac, secrétaire d'Etat à l'Emploi, est venu « en tournée d'information » à Saint-Avold. Il a écouté les doléances nombreuses tant des représentants de la majorité que de ceux de l'opposition. M. Bousch lui a déclaré : « Nous, les fidèles inconditionnels, nous commençons à nous poser des questions. On n'a rien financé, on n'a rien fait. Jamais dans ce pays, on n'avait connu un tel dépit. Il faut nous donner les moyens d'éviter que les gens d'ici ne descendent dans la rue. » Noblement et longuement M. Chirac a réfléchi pour déclarer : « Je vous ai écoutés, nous sommes au creux de la vague, mais je vous assure d'ici quelques semaines vous apprendrez du nouveau. » Puis il est reparti. Depuis on attend des nouvelles du « ministre ».

### aux mines de fer...

Piennes, Landres, Audun-le-Roman, cités de mineurs, cités de chômeurs. J'ai rendez-vous avec deux délégués C.G.T., Corradi et Saverna. Ils sont durs, terriblement accrochés à leur militantisme comme le fer l'est à la terre. Ce ne sont pas des hommes qui aiment se plaindre. Ils veulent seulement qu'on les écoute :

« C'est la sous-consommation qui aggrave la concurrence. De là il résulte l'anarchie de la production qui met en pièces tous les plans capitalistes. Le IV<sup>e</sup> Plan prévoyait pour 1965 une production de 24.500.000 tonnes, en 1963, les économistes révisaient cet objectif pour ramener la production à 20.500.000 tonnes en 1965. Le V<sup>e</sup> Plan, quant à lui, pré-

voyait que la production d'acier devait être en 1970 de 24 millions de tonnes. Mais depuis 3 ans, la production est en stagnation avec 19.700.000 tonnes. »

Avec eux, j'ai abordé le problème du chômage et des reconversions et constaté qu'en 3 ans, 10.297 emplois avaient été supprimés et que le plan professionnel de août 1966 prévoyait d'ici 1970 la suppression de 15.000 emplois. « Un seul objectif est atteint », m'ont-ils déclaré « celui qui résulte de la fusion, de la concentration, avec les fermetures des usines dites non rentables. Auboué, Saulnes, Aubrives sont des noms d'usines qui s'ajoutent à celui d'Audun-le-Tiche. »

Il est un autre point tout aussi important à souligner, celui de la productivité. Malgré la réduction des effectifs, la diminution des horaires de travail, les travailleurs de la sidérurgie ont produit autant. En 1950 : 67 tonnes d'acier par ouvrier et par an ; en 1960, 130 tonnes ; en 1965, 165 tonnes et l'objectif pour 1970 est de 170 tonnes. En 10 ans le rendement a plus que doublé alors que les effectifs ont été réduits de moitié.

### en passant par les profits

7 sociétés sidérurgiques ont fait en 1966, 66 milliards d'anciens francs de profits (d'après la « Vie Française » du 3-5-67). En tête, de Wendel, avec 10.449 millions contre 9.500 millions en 1965, suivi de près par Sidelor avec 6.845 millions. Les deux sociétés vont aujourd'hui fusionner. Mais où vont ces milliards amassés

sur le travail, la sueur des sidérurgistes et des mineurs de fer ? Ils vont en grande partie à l'étranger sous forme d'exportation des capitaux et investis dans l'exploitation de ces gisements d'Outre-Mer et dans les industries sidérurgiques comme à Gand ou à Dillingen en Sarre.

La Miferma qui exploite le gisement de Mauritanie, est composée de 55,80 % de capitaux français privés et d'Etat. La Somifer qui exploite un gisement au Gabon est composée de 34 % de capitaux français.

### Les promesses du pouvoir

Face à cette situation dramatique de l'emploi, les promesses, les paroles, les écrits des hommes du pouvoir n'ont pas manqué. M. Chausse, préfet de la région Lorraine avait alerté les autorités compétentes en déclarant le 10 novembre (« L'Est Républicain », du 11-11-67) : « En 3 ans, la Lorraine a perdu 30.000 emplois ». En réponse c'est une véritable marée qui a déferlé sur la Lorraine. Ministres, hommes d'Etat, techniciens du gouvernement, tous se sont succédé à une cadence accélérée... Mais la réalité est perceptible à tous les yeux. A Valleroy les boutiques disparaissent : la politique antisociale du gouvernement conduit la Lorraine à la mort, des cités entières se vident. On parle de la création de zones industrielles. Peut-il y avoir une meilleure zone que sur les carreaux des mines fermées à Murville, Ottange, Trioux ? Là les conditions sont réunies pour l'implantation d'usines nouvelles. On a fait grand tapage à la télévision sur l'usine nouvelle et les emplois nouveaux de Villiers-la-Montagne, mais ce n'était en réalité que le transfert d'une entreprise d'une localité à une autre.

### Vivent-ils ces gens ?

J'ai visité Fameck — cité type ! — de fond en comble. J'ai rencontré les responsables communaux, les responsables d'organisations familiales et syndicales, les militants politiques. Tous m'ont dit la même chose : la fin tragique d'une cité qui se croyait en plein développement. Il y a quelques années, pour le besoin des industries, pour loger une population sans cesse croissante, une Z.U.P. fut créée. Les pouvoirs publics annonçaient une population à venir d'environ 40.000 personnes. Soumise, la municipalité s'endetta de 1 milliard d'anciens francs. Aujourd'hui, environ 13.500 personnes vivent à Fameck... et la première tranche de la Z.U.P. est réalisée. Conformément aux accords passés avec la S.E.B.L. (Société d'Equipe-ment du Bassin Lorrain) la commune supporte les frais financiers de cette opération et les générations futures n'auront qu'à payer les remboursements.

Il n'y a pas deux ans, c'était un privilège d'avoir un logement dans

une H.L.M. ou COFIMEG. Il fallait comme condition première travailler chez de Wendel ou Sollac, aujourd'hui, les constructeurs sont bien contents de trouver des locataires.

### Une famille type

C'est un O.S.I. Il vit dans un F 5 et a quatre enfants à charge. Son revenu (compte tenu des allocations familiales et de l'allocation logement) est de 1.082,20 F par mois. Ses charges locatives se montent à environ 405,00 F mensuellement ; il reste pour vivre par personne et par jour 2,70 F... Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si les familles sont contraintes de consacrer un tel pourcentage de leur salaire à leur logement, personne ne s'étonnera que les traites à payer pour des dettes provoquent trop souvent des saisies judiciaires.

### Comment s'en sortir

Récemment à Metz, le délégué adjoint à l'Aménagement du Territoire, M. Monod, a longuement évoqué le problème de l'industrialisation et de la conversion énonçant une « véritable charte lorraine ». En 10 points, il a tenté de régler ce problème « efficacement et concrètement ». De ses propositions, il ressort qu'au lieu des 15.000 emplois qu'il faudrait créer de toute urgence — sans pour autant régler le problème — 2.000 seulement seront créés d'ici 1970. Parallèlement, les sociétés allemandes proches de la frontière, envisagent de s'installer en Lorraine — où est l'indépendance nationale chère au pouvoir ? — et pour ce, commencent à prendre des contacts.

### L'avenir

Peu à peu, les forces de la gauche nouvelle commencent à prendre pied dans la région lorraine. Michel Rocard, lors de son passage à Nilvange, a réuni un auditoire important. Les militants syndicalistes et les militants politiques s'aperçoivent que petit à petit leurs idées avancent.

C'est à eux qu'il appartient de sauver la Lorraine. Seules ces forces nouvelles sont capables de faire baisser la tête au patronat, par des propositions concrètes, par des contre-plans économiques. Ce jour-là, enfin, l'espoir viendra et enfin les Lorrains auront obtenu ce droit élémentaire : celui de travailler et vivre décemment. □

### PETITES ANNONCES

- Collaborateur journal cherche, urgent, deux petites pièces cuisine (Paris). Prix raisonnable. Réponse au journal.
- Jeune femme grecque réfugiée souhaiterait garder enfants soir. Ecrire à "T.S.".

## □ La conférence de Belgrade

Comme « Tribune Socialiste » le mentionnait dans son dernier numéro, une nouvelle rencontre des forces progressistes du Bassin méditerranéen s'est tenue à Belgrade les 19 et 20 décembre. — Jean-François Pertus, membre du Bureau national y représentait le P.S.U. — Comme en septembre à Bologne (1), dix partis ou mouvements se trouvaient présents, mais les conditions d'improvisation dans lesquelles avait été convoquée cette rencontre expliquaient l'absence de trois organisations (E.D.A. de Grèce, F.L.P. d'Espagne, Front de Libération du Portugal) qui avaient pourtant fait savoir qu'elles se tenaient prêtes à participer aux réunions ultérieures. En revanche, trois partis qui n'avaient pas participé à Bologne se trouvaient à Belgrade et marquaient un considérable élargissement du côté communiste. Il s'agissait du Parti Communiste italien dont un membre du Comité central, Ledda Mario, a suivi les débats comme observateur, du Parti Communiste marocain et de l'Akel de Chypre.

Deux courants se sont en fait manifestés au cours des débats ; pour certains il s'agissait d'élargir la conférence à tous ceux qui s'opposent à l'heure actuelle à la politique américaine, même s'ils ne sont mus que par des motivations nationalistes et si leur opposition reste essentiellement verbale et occasionnelle. On aurait ainsi constitué un vaste rassemblement sur des thèmes uniquement pacifistes, sans s'attaquer à la véritable nature de l'impérialisme et sans mettre en avant des objectifs de lutte contre les structures économiques et sociales du monde capitaliste. C'est cette option que la grande majorité des partis représentés a rejetée, en faisant remarquer qu'elle était

contraire à l'accord réalisé au mois de septembre dernier.

Le P.S.U. a fait remarquer pour sa part qu'il ne pouvait considérer la rencontre de Belgrade comme pleinement représentative des forces anti-impérialistes de l'Europe méditerranéenne. Il s'est élevé contre les conditions de préparation de cette rencontre qui n'avaient pas permis d'obtenir la participation de forces aussi importantes que le Parti Communiste français ou le Parti Communiste espagnol.

L'ensemble des délégués s'est finalement mis d'accord sur la nécessité de tenir dans des délais assez brefs une nouvelle réunion consultative, apte cette fois à désigner un comité préparatoire dont la tâche serait d'organiser la conférence méditerranéenne. D'ici là, des rencontres bilatérales permettraient de mieux cerner les difficultés qui restent à surmonter et d'atteindre la réunion consultative avec des propositions concrètes capables de recueillir l'accord général. C'est dans ce but que le P.S.U. a rencontré le P.C.F. ; c'est afin de préciser quelques questions encore en suspens que Marc Heurgon se rendra à Rome les 3 et 4 janvier. C'est d'Italie en effet que vient d'être prise conjointement par le P.S.I.U.P. et par le P.C.I. l'initiative de proposer une nouvelle rencontre générale vraisemblablement à Rome avant la fin du mois de janvier.

(1) U.N.F.P. au Maroc. F.L.N. algérien. Union Socialiste Arabe d'Égypte. Baas syrien. E.D.A. de Grèce. Alliance Socialiste yougoslave. P.S.I.U.P. italien. P.S.U. français. F.L.P. espagnol. Front de Libération Portugais.

## □ Institutions et organismes

1<sup>er</sup> cycle de cours (1968)

ADELS - IPECER

### I. PREMIER CYCLE DE COURS DE L'ANNEE 1968

Thème général : la connaissance des institutions et organismes publics ou parapublics de la région parisienne.

Mercredi 10 janvier 1968 : L'organisation administrative de la région parisienne, District-département, communes, Paris, services administratifs, organismes publics (composition-fonctions et attributions respectives-articulation), par M. Moures, sous-préfet.

Conditions pratiques :

Les cours (suivi d'un débat) ont lieu de 19 h 30 à 22 h :

— au Centre de Recherche et d'Urbanisme, 4, avenue du Recteur-Poincaré, 75-Paris-XVI<sup>e</sup>, au 4<sup>e</sup> étage. Métro : Jasmin ou Ranelagh ;

— participation aux frais : 2 F, par cours.

### II. UN WEEK-END D'ETUDES

Relais International de la Jeunesse, île des Migneaux, 78-Poissy.

Thème général : les finances locales.

Samedi 13 janvier à 15 h :

Présentation des documents budgétaires, le nouveau plan comptable, les recettes et les dépenses, analyse de budgets.

Dimanche 14 janvier :

Matinée : la réforme de la taxe locale et la fiscalité directe.

Après-midi : les choix et les politiques budgétaires.

Les inscriptions sont faites directement à l'I.P.E.C.E.R. - A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75-Paris-VI<sup>e</sup>.

Une permanence téléphonique y est assurée, l'après-midi à DAN. 93-49.

## □ Entreprises

La Fédération du Rhône, vient de mettre sur pied un certain nombre de groupes d'entreprise à la SIGMA, à la RHODIA-VAISE, chez BERLIET. Une expérience va être tentée sur RHONE-POULENC.

« T.S. » tiendra régulièrement ses lecteurs informés des résultats obtenus dans ce domaine. Aux camarades de nous faire connaître les expériences menées dans leurs fédérations. Il s'agit d'une forme essentielle de notre travail d'implantation, relié à la campagne décidée par le Congrès sur l'emploi et les conditions de vie dans les entreprises.

## Vient de paraître

PROPOSITION DU P.S.U.  
POUR LA SECURITE SOCIALE

Supplément à Directive 121 - tirage limité - (34 pages + annexes). Quelques exemplaires disponibles, 2,50 F pièce.

RESTENT ENCORE DISPONIBLES pour les fédérations et sections :

— DIRECTIVE sur les luttes sociales ;  
— DIRECTIVE sur la stratégie internationale.

Nouveau tirage 1 F les deux numéros.

Paiement à la commande : « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-XV<sup>e</sup>, C.C.P. 5826.65.

## □ Campagne d'implantation

Avec l'année 1967, s'est achevée la campagne d'implantation lancée à l'automne. Il n'est pas encore possible d'en donner un bilan définitif et celui-ci sera présenté au prochain C.P.N. Il reste donc encore quelques jours aux retardataires pour se mettre en règle, s'ils n'ont pas encore fait parvenir au Secrétariat national les talons nationaux qu'ils détiennent. Disons seulement dès maintenant que le P.S.U. termine l'année avec des effectifs de 15 p. 100 supérieurs à ceux qui étaient les siens à la fin de 1966.

Cependant, il est bien évident que l'effort des militants ne doit connaître aucune pause. Dès le début de la semaine prochaine, les cartes 1968 seront parvenues dans les fédérations. Tout naturellement la campagne de reprise des cartes doit assurer le relais de la campagne d'implantation ; elle doit permettre de prolonger les résultats obtenus. Déjà de nombreuses sections ont fixé la date de leur réunion de reprise des cartes. Celles qui ne l'ont pas encore fait doivent y songer sans tarder. Un numéro spécial de « Directives » apportera dans les prochains jours toutes précisions nécessaires aux cadres du parti.

## □ Propagande

Certains camarades de la région parisienne souhaitent recueillir les conseils techniques nécessaires à la réalisation de tracts, dépliants, journaux locaux, etc. A leur intention, le Service de Propagande organise trois réunions les 16, 17 et 18 janvier 1968, à 20 h 30, 81, rue Mademoiselle. Ces trois réunions forment un tout et seront consacrées :

- le 16 à la Conception rédactionnelle d'un texte politique ;
- le 17 à la Conception graphique du problème ;
- le 18 à la réalisation technique du matériel.

## □ Le P.S.U. et le F.L.P. Espagnol

### COMMUNIQUE COMMUN

« Des délégations du Parti Socialiste Unifié et du Front (F.L.P.-F.O.C.-E.S.B.A.) (1) d'Espagne se sont rencontrées à Paris le 29 décembre 1967.

Les deux délégations ont procédé à un très large échange de vues, sur l'évolution de la situation espagnole, la montée des luttes ouvrières et universitaires et les perspectives ouvertes à la gauche socialiste en Espagne.

Les deux délégations ont convenu d'établir des relations régulières entre elles et de procéder à un échange permanent d'informations qui permettront de nouvelles rencontres et resserreront les liens de solidarité qui les unissent déjà. »

(1) Les trois organisations fédérées du Front, sont constituées par le Front de Libération Populaire, le Front Ouvrier de Catalogne et le Front d'Euzkadi (Pays Basque). On sait qu'en Espagne, tant en Pays Basque, qu'en Catalogne, des revendications nationales existent. L'existence de Fronts particuliers dans ces pays, tient compte de cette réalité.

## □ Fédération de Paris

Assemblée fédérale de tous les adhérents de la Fédération de Paris, mardi 9 janvier, à 20 h 30, salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris (10<sup>e</sup>). Métros : Jacques Bonsergent, République.

I. — Les campagnes politiques du P.S.U. en 1968, par Marc Heurgon, membre du Bureau national du P.S.U.

II. — L'activité de la Fédération de Paris concernant les problèmes anti-impérialistes : lutte contre l'agression américaine au Vietnam ; campagne du « Bateau pour le Vietnam » ; le non-renouvellement du Pacte Atlantique en 1969.

## □ Calendrier

Samedi 6 janvier, BESANÇON, 14 h : réunion préparatoire au colloque régional de Franche-Comté, avec la participation de Jacques MALTERRE.

20 h 45 : réunion organisée par le P.S.U. sur la situation économique et sociale, la politique du contre-plan, les propositions du P.S.U.

Dimanche 7 janvier, SAINT-DIE, 10 h : Congrès de la Fédération des Vosges, avec la participation de Marc HEURGON.

Lundi 8 janvier, PARIS, 20 h 45 : devant le Club des Jacobins, débat sur l'avenir de la gauche avec Claude FUZIER, Jacques MAROSELLI, Louis MERMAZ (F.G.D.S.) et Michel ROCARD, secrétaire national du P.S.U.

Samedi 13 janvier, LISIEUX, 20 h 45 : Centre d'études socialistes. Les mécanismes économiques du capitalisme.

Mardi 16 janvier. — C.E.S. de Poitiers, 21 h. Maison du Peuple « Le procès Debray et la guérilla en Amérique latine » avec la participation d'Alain Badiou.

## □ Nécrologie

Nous apprenons avec tristesse le décès de notre camarade Michel CAHIER, de la section de Canteleu. Il était malade depuis de longs mois et nous savions combien il regrettait de ne pouvoir participer plus activement aux travaux de sa section. A notre camarade Odette CAHIER, son épouse et à ses enfants, les sections de Rouen et de Canteleu adressent leurs affectueuses condoléances.

Avec Raymond Villiers, brutalement décédé le 1<sup>er</sup> janvier, c'est un des plus anciens militants de l'U.G.S. et du P.S.U. qui disparaît. Pendant de longues années, secrétaire de la section de Courbevoie, il fut son candidat aux élections législatives de 1962. Il réussissait à concilier ses activités politiques avec de lourdes responsabilités syndicales à la C.G.T., d'abord chez Peugeot puis après son licenciement pour activités syndicales chez Hispano. A son épouse et à ses trois filles, nous présentons nos amicales condoléances.

## □ Congrès à la Havane

Un Congrès culturel international se déroule à La Havane du 4 au 11 janvier. Notre camarade Pierre Naville, membre du Comité politique national, figure dans la délégation française, et prendra à cette occasion de nombreux contacts.

## □ 3<sup>e</sup> session du C.P.N.

Samedi 13 (à partir de 15 h) et dimanche 14 janvier 1968, 81, rue Mademoiselle, Paris-XV<sup>e</sup>.

Ordre du jour :

- rapport sur la situation politique générale, présenté par Michel ROCARD ;
- rapport sur la formation, présenté par Michel FONTES ;
- rapport sur « Tribune Socialiste », présenté par Christian GUERCHE.

**LE 28 JANVIER**  
LE P.S.U. APPELLE A UNE JOURNEE NATIONALE  
DE COLLECTE POUR :

**«Un bateau pour le Vietnam»**

## Danemark

# La crise du S.P.P.

Lucien Saintonge

La défection de six députés de sa majorité a conduit tout récemment M. Krag à dissoudre le « Folketing » au Danemark. La situation politique sera donc particulièrement mouvementée dans ce pays jusqu'au 23 janvier, date à laquelle se dérouleront les nouvelles élections législatives.

### Six rebelles...

En fait, la crise provoquée par ces six rebelles de la majorité gouvernementale n'étonne guère. Depuis moins d'un an, les socialistes-populaires du S.P.P. faisaient l'expérience de la collaboration gouvernementale avec les sociaux-démocrates. C'est cette alliance (qui permettait à M. Krag d'avoir la majorité) que les militants et certains dirigeants du S.P.P. devaient finalement dénoncer en décembre dernier. Un congrès extraordinaire tenu par le Parti Socialiste du Peuple (S.P.P.) pendant l'été 1967 laissait d'ailleurs deviner de tels aboutissements. Que s'était-il donc passé ?

### Un bond en avant...

En novembre 1966, une crise avait déjà ébranlé le gouvernement social-démocrate de M. Krag. Un projet de réforme fiscale qu'il présentait alors au Parlement n'obtint pas la majorité. On procéda à une dissolution. C'est à la faveur de ces élections que le S.P.P. — issu en 1958-59 d'une scission du Parti Communiste danois — fit un véritable et inattendu bond en avant en doublant le nombre de ses sièges au Folketing. Les socialistes-populaires profitaient alors principalement de l'usure du pouvoir social-démocrate ainsi que du désenchantement des travailleurs du pays.

Ajoutés aux 69 sièges sociaux-démocrates, les 20 sièges du S.P.P. allaient permettre à M. Krag de constituer pour la première fois un gouvernement appuyé sur une majorité parlementaire. L'accord fut cependant difficile à conclure, notamment sur la politique étrangère et sur la réforme fiscale proposée par M. Krag.

### Un congrès extraordinaire...

Puis, les mesures prises par le gouvernement soulignèrent bien vite les dangers et les limites de la collaboration avec les sociaux-démocrates. Les silences furent notamment nombreux pour tout ce qui concerne les véritables problèmes du pays. Rien ne fut tenté par exemple pour stopper la spéculation foncière. La présence d'une majorité des partis du travail au Parlement

n'apportait pas d'améliorations visibles pour la population.

Des militants et dirigeants du parti convoquèrent alors un congrès extraordinaire qui se tint à Copenhague du 16 au 18 juin 1967. Sans condamner formellement la politique de collaboration au gouvernement de M. Krag, la motion finale rappela les tâches essentielles qui incombaient au parti : création d'une Banque nationale d'investissements; contrôle de l'Etat sur les banques, les compagnies d'assurances, les industries du matériel de construction; contacts étroits à préserver avec les syndicats; rappel, enfin et surtout, que des réformes structurelles socialistes ne pourraient passer par un tel gouvernement de coalition. De plus, une résolution de politique étrangère s'opposant à la participation du Danemark à l'O.T.A.N. fut adoptée.

Ce texte de conciliation devait ainsi préserver l'unité du parti tout en modifiant profondément la composition de ses organismes directeurs. La tendance « dure » dont le maire de Copenhague Willy Brauer est un des leaders devait s'assurer en fait la majorité aux organismes directeurs.

### Contre la compression des salaires

Les mois qui suivirent cristallisèrent de telles positions. Et quand M. Krag soumit au Parlement un projet de loi anti-inflationniste — le mois dernier — six députés de la majorité votèrent contre une mesure qui ne pouvait aboutir qu'à une compression des salaires. M. Krag, mis en minorité, dissout alors le Folketing. Deux jours plus tard, la scission, alors inévitable, se produisit entre les deux tendances du S.P.P. maintenu de M. Aksel Lardirigeants de l'aile gauche du parti constituèrent un nouveau parti de la « Gauche socialiste ».

Ainsi, la campagne électorale pour les élections du 23 janvier promet d'être tumultueuse. Au-delà des résultats que chacun attend avec impatience, il sera intéressant de suivre l'évolution de ces deux branches du S.P.P. afin de pouvoir apporter des réponses aux questions qui demeurent posées : les partisans du S.P.P. maintenu de M. Aksel Larsen parviendront-ils à infléchir la politique sociale-démocrate? La nouvelle gauche socialiste, de son côté, réussira-t-elle à se développer et à définir une véritable stratégie de réformes socialistes pour le Danemark ? □

## Moyen-Orient

# Points chauds en chaîne

Jean-Pierre Antebi

L'année a été chaude au Moyen-Orient, si chaude que l'on ne sait où commencer, et où finir. Elle a cependant été caractérisée par un certain nombre de constantes.

Les luttes pétrolières tout d'abord. Le conflit entre l'« Irak Petroleum Company » et la Syrie s'était terminé à l'avantage de la première.

La signature des accords entre la France et l'Irak apporte des éléments nouveaux dans cette lutte. Cependant deux mois après leur signature, on peut se poser quelques questions.

— Pourquoi ces accords n'ont-ils pas encore été ratifiés ?

— Pourquoi les négociations à propos de la zone de Rumeilah n'aboutissent-elles pas ?

— Les Américains qui sont à Bagdad depuis plus d'un mois sont-ils des experts pétroliers ou bien sont-ils autre chose ?

On était relativement habitué aux crises politiques en Grèce. Ce que l'on ne savait pas c'est que l'armée y prendrait le pouvoir (21 avril).

Une tentative manquée du Roi pour rétablir la « démocratie royale » a mis à jour les dissensions internes de la junte : témoin l'amnistie avortée.

Un point noir : le peuple grec réagit peu. Il est vrai que l'opposition de gauche a été décapitée et que les divisions de la droite le concernent peu.

Entre Israël et ses voisins, la guerre. La guerre permanente d'abord (actes de sabotages et représailles). La guerre politique ensuite (concentrations de troupes). Déclaration incendiaire (blocus d'Akaba). La guerre éclair enfin et l'occupation.

Une terrible défaite de Nasser, obligés d'abandonner le Yémen où républicains et royalistes s'affrontent. Elimination de Chukeyri, allié gênant mais docile, remplacé par un homme sans doute plus favorable à Damas, tandis qu'à Aden, évacué par les Britanniques, le F.L.O.S.Y. pro-nassérien était supplanté par un F.L.N. composé de nationalistes mais difficile à situer.

Cependant le prestige du Raïs reste intact dans les masses.

A Kartoum, un sommet arabe peu capable de définir une véritable politique, ce qui est peut-être la preuve d'une certaine modération. Un autre en préparation à Rabat d'où seront absents la Syrie, l'Arabie Séoudite et peut-être l'Algérie.

En Israël après l'euphorie de la victoire, le début du débat politique, entre les ministre Barzilay (Mapam) appuyé par le ministre A. Ebban (Mapai) et le général Rab-

bin, et d'autre part les ministres Dayan (Rafi) et Y. Allon (achelout-Avoda). Un débat qui risque de troubler profondément la vie politique israélienne, car toute la droite n'est pas annexionniste (témoins les libéraux) et toute la gauche n'est pas anti-annexionniste (témoin l'achelout-Avoda).

Gauche et droite devront se redéfinir. La première l'emporterait facilement si des perspectives d'accord étaient en vue ou si elle disposait d'un soutien international.

A Chypre, la tension continue à monter entre les deux communautés grecque et turque. Le discrédit international de la Grèce actuelle encourage la Turquie à faire monter les enchères, ce qui explique la création récente d'un gouvernement turc autonome dans l'île.

On allait oublier ce que l'on oublie toujours : les deux génocides du Moyen-Orient. Celui des Kurdes en Irak et des Noirs au Soudan. Les du Moyen-Orient. Celui des Kurdes Kurdes veulent rester Noirs, les Noirs veulent rester Noirs. Ils refusent l'arabisation, alors disposant de peu de moyens de lutte, ils se font massacrer. □

## A propos du Moyen-Orient

Le V<sup>e</sup> Congrès a donné mandat à la direction du P.S.U. de contribuer « en liaison avec tous les partis et les courants socialistes de gauche, avec les socialistes arabes et israéliens » à déterminer « les conditions permettant d'assurer la coexistence israélo-arabe au Moyen-Orient ».

La situation au Moyen-Orient s'est profondément modifiée depuis le mois de juin. C'est pourquoi le B.N. a pris la décision de convoquer la « sous-commission spécialisée chargée des problèmes du Moyen-Orient » dont le Congrès a décidé la création. Il a chargé Manuel Bridier, membre du Bureau national, d'en animer les débats.

Parallèlement, le Bureau national a été saisi de la demande de certains camarades, pour la plupart membres du P.S.U., d'animer sous le nom de C.E.S.M.O. un Centre d'Etude des Problèmes du Moyen-Orient. Sans se sentir engagé par cette initiative le B.N. estime qu'elle peut contribuer à l'ouverture du dialogue nécessaire entre toutes les forces socialistes sur la situation au Moyen-Orient.

## Communiqué du C.E.S.M.O.

Des militants socialistes ont décidé la création d'un « Cercle d'Etudes Socialistes pour le Coexistence Pacifique au Moyen-Orient, C.E.S.M.O. » dans le but de promouvoir l'étude de toutes les possibilités et de toutes les solutions pouvant conduire à la coexistence pacifique et à la coopération des Etats et des peuples du Moyen-Orient. On y compte actuellement :

David Weill, Conseiller de Paris, Président ; C. Ancier ; J.-P. Antebi ; D. Boubil ; R. Bresler ; G. Gontcharoff ; Y. Jouffa ; J. Rochard ; G. Zilbert.

Correspondance à adresser à C.E.S.M.O. c-o D. Weill, 52, rue Etienne-Marcel, Paris (2<sup>e</sup>).

La 2<sup>e</sup> session à Roskilde (Danemark)

Pic

## □ Tribunal Russell

# Le sens d'un jugement

A. Béhar et F. Kahn

**E**n répondant oui à l'unanimité à la question de savoir si les Américains perpètrent un génocide au Vietnam, les juges du tribunal international réunis par lord Bertrand Russell ont finalement rétabli le point le plus important qui leur avait été soumis.

Pourtant, il était de notoriété publique — et les journaux scandinaves et anglo-saxons ne se faisaient pas faute de le rappeler — que les juges étaient divisés sur ce point au départ.

La 2<sup>e</sup> session du tribunal, qui s'est tenue du 20 novembre au 30 novembre à Roskilde, petite ville située à 30 km de Copenhague, au Danemark, aura été marquée plus encore que la première par une extraordinaire accumulation de preuves matérielles et de témoignages directs, y compris par des Américains eux-mêmes. La somme de ces preuves a fini par être telle que les juges les plus réticents ont été amenés à modifier leur opinion.

La matérialité de l'usage d'armes

interdites par les lois de la guerre et le droit des gens fut établi avec beaucoup de précision par des rapports scientifiques rigoureux, par la production de nombreuses pièces à conviction et recoupée par les aveux lâchés par bribes par les rapports officiels américains eux-mêmes. Notre camarade Y. Jouffa devait faire à cette occasion une brillante synthèse juridique :

— Que les gaz soi-disant lacrymogènes soient en fait des gaz mortels dans les conditions où les Américains les emploient ne fait plus l'ombre d'un doute ;

— Que les soi-disant « défoliants » destinés à débusquer de leur abri végétal les troupes du « Vietcong » soient en fait une arme maintenant utilisée de façon massive contre la population civile en détruisant sur des centaines de milliers d'hectares les cultures vivrières ne peut plus être contesté. Le tribunal aura ainsi établi de façon rigoureuse que les Américains visent sciemment les populations civiles du Vietnam, tant par le choix des ob-

jectifs que par le caractère des moyens qu'ils emploient.

Le retentissement des travaux du tribunal et de son jugement a été croissant au fil des jours.

Même en France, d'où il avait été exclu dans les conditions que l'on sait, la presse la moins favorable à son action lui a consacré de larges échos. La télévision, après la radio, n'a pu garder le silence.

Il en est de même pour de nombreux autres pays.

Ainsi s'est confirmée la confiance que les Vietnamiens eux-mêmes, qui avaient délégué à Roskilde d'importantes délégations conduites par des personnalités de haut rang, avaient placée dans l'action et les méthodes du tribunal.

Ce n'est pas par hasard que les Américains ont enfin reconnu, par la voix de Dean Rusk, il y a trois semaines, qu'ils faisaient la guerre — lisez l'agression — au Vietnam pour prouver qu'aucune guerre de ce type menée contre eux n'avait de chance de réussite, et non pour « repousser l'agression communiste ».

Parti de considérations purement morales, le tribunal a été amené, par la nature des faits qu'il avait à juger et par la nature du jugement qu'il a été amené à porter, à déboucher sur une conclusion politique :

— Toute guerre d'agression et de régression menée par l'impérialisme devient forcément, par sa nature même, un acte de génocide ;

— Toute guerre d'agression et de répression menée par l'impérialisme entraîne obligatoirement la fascisation brutale de l'armée qui la livre.

Une masse de documents — certains déjà publiés, d'autres à paraître — viendront fournir aux militants une documentation non contestable et précise, qui doit être une arme efficace dans la lutte que nous menons.

Le tribunal international a donc rempli sa mission jusqu'au bout, c'est-à-dire y compris l'explication politique de ce type de guerre et de ses buts.

Les textes essentiels seront ceux de Lelio Basso, synthèse des travaux et de J.-P. Sartre, contenant l'explication politique du jugement.

Ces résultats, ajoutés à l'important apport théorique du camarade Le Douan, secrétaire du parti des Travailleurs de la R.D.V., à propos du cinquantième de la révolution d'Octobre, sont maintenant des armes de grande valeur pour tous les militants engagés dans la bataille anti-impérialiste. □

\* Tribunal Russell. Le jugement de Stockholm. 1 vol., collection NRF Idées 376 pages.

## Tribune Socialiste

VOUS

OFFRE

jusqu'au  
28 février  
des

abonnements  
au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom : .....

Adresse : .....

Faites parvenir ce bulletin accompagné d'un chèque bancaire ou postal, ou un virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.

## Livres

## Morin et la modernité

Claude Glayman

Introduisant sa remarquable enquête sur Plodémet,\* E. Morin constate que « la société qui a le plus besoin d'être ethnographiée est la nôtre ».

Et de fait, sa lecture peut se dérouler sur plusieurs plans : pour des spécialistes, il y a matière à réflexion sur le bouleversement des méthodes et des disciplines empruntées par l'auteur (1). Pour nous que préoccupe plus le nouveau visage politique de la réalité française, on accordera surtout attention aux motivations et au déroulement des processus qui précisément donnent naissance aux bouleversements politiques. Avec en permanence l'arrière-question de nous demander, malgré les spécificités de Plodémet, dans quelle mesure ce qui est observé et vrai ici peut donner lieu à généralisation ?

*Un coin de la France pauvre*

Les principales caractéristiques économiques de Plodémet dessinent un type commun de lieu humain n'ayant pratiquement pas subi de transformation capitaliste, voué à une polyactivité locale, particulièrement attaché à un principe d'identité interne, en l'occurrence celui du pays « bigouden ». A l'origine, la Révolution engendre une bourgeoisie terrienne de « gros » hobereaux qui tiennent Plodémet jusqu'aux environs de 1870. Puis au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle se produisent, comme un peu partout dans le pays, une modernisation et un développement de l'agriculture, ainsi qu'une certaine diversification économique. Une petite paysannerie de modestes propriétaires prend rang, elle s'incarne dans le triomphe du républicanisme et la montée du « parti rouge », alors que le « parti blanc » amorce une décadence irrémédiable. Cet élan du radicalisme qui va se polariser autour d'une intense et étonnante promotion scolaire, s'accompagne d'un épanouissement de la tradition matricielle, c'est la grande époque du folklore bigouden. Les Le Bail, pendant trois générations, présideront aux destinées de ce monde, à l'abri de toute secousse, pratiquement jusqu'en 1950.

*Les canaux de la crise et de la mue*

Le plus important de l'ouvrage concerne la crise qui ébranle ce

monde momifié mais non sans pulsation, et les cheminements d'une métamorphose qui affecte tous les domaines de la vie. Car à partir de 1950, l'immobilisme devient arriération, la petite unité économique craque, l'instabilité politique s'installe à la Libération après un demi-siècle d'hégémonie radicale sans partage. Fait capital et nationalement vérifiable, la crise survient à un moment où l'infrastructure collective accuse un retard profond mais où l'économie consommatrice prend son premier et véritable essor.

Rupture des structures du passé et simultanément pression de nouvelles données en quelque sorte imposées de l'extérieur : à Plodémet, il y a crise rurale; ailleurs, il y a développement urbain; à Plodémet, il y a dépopulation mais en même temps il y a apport du tourisme estival (2) et l'on assiste en outre à un véritable viol de l'espace local à travers la diffusion de la motorisation et de la télécommunication. Comment l'univers de Plodémet va-t-il réagir ? Comment s'effectuera le phénomène d'embourgeoisement de Plodémet, le concept d'embourgeoisement revêtant le sens étymologique d'urbanisation et ensuite seulement celui d'une certaine éthique.

De l'admirable analyse que nous propose E. Morin, nous privilégierons trois aspects qui nous paraissent éloquentes. Sous le titre significatif des *Damnés de la Terre*, Morin (aidé de Péninou) brosse un tableau pénétrant de l'érosion économique des petits propriétaires. Evoquant à tour les effets de l'expérience sur les structures mentales, sur les modes de production et de commercialisation, l'auteur décrit par le menu l'entreprise de remembrement, en fixe les limites, en expose les bienfaits. De la sorte se façonne un nouvel agriculteur à la création duquel le « parti rouge » n'aura guère participé.

La femme « agent secret de la modernité » nous vaut une des meilleures et des plus chaleureuses analyses. E. Morin insiste sur la manière dont la « révolution domestique », bien-être de la demeure, élégance individuelle, etc., bouleverse la vie des femmes de Plodémet et irradie l'ensemble du mode de vie de la commune. Loin d'être uniquement une forme d'aliénation, « l'esthétisation féminine » importée des villes constitue un authentique facteur de progrès, entraînant une modification radicale de la vision

de l'existence, non sans soulever des contradictions nouvelles sur lesquelles il faudra revenir.

Enfin, commentant le « conflit des générations », Morin démontre que les jeunes de Plodémet, par leurs aspirations, préfigurent en quelque sorte la finalité de l'embourgeoisement, terme de la mutation présente, avec en filigrane les nouvelles différenciations qui vont marquer la société urbaine en cours de gestation. S'appuyant sur l'expérience vécue d'un « comité de jeunes », Morin souligne que les jeunes poursuivent non pas une contestation absolue de la société des adultes, mais d'abord le refus de son arriération et ensuite une autonomie qui s'incarne dans le divertissement. Mais s'il y a unanimité des jeunes sur ce plan, il n'existe pas véritablement de communauté adolescente, d'autant que se fait vite sentir la fameuse usure du divertissement : l'ennui guette les jeunes. Facteur de changement, leur mouvement en franchit pas une relative modération. D'autres enquêtes aboutissent à la même conclusion (3).

*Le rouge et le blanc*

L'éclairage que Morin accorde au fait politique proprement dit retient notre attention sur deux points essentiels. Contrairement aux idées reçues, Morin souligne que l'influence communiste, très forte après 1945, et la débâcle du radicalisme, loin d'apparaître comme un produit importé et plaqué, s'inscrit comme « l'héritier sociologique du bail-lisme ». Le totalitarisme (au sens philosophique du terme) plébien, façonné par le républicanisme radical et scolaire, se poursuit dans l'idéologie communiste qui exalte en permanence la « promotion » des « petits », la lutte des « petits » contre les « gros » avec l'apport original de la fidélité internationale à l'U.R.S.S.

C'est pourquoi la crise moderne affecte aussi bien les Blancs (éteints en tant que parti) que les Rouges : le totalitarisme de ces derniers est brisé sous l'effet de la spécialisation, l'influence de l'école s'émousse car les implications scolaires dépassent désormais les seules limites communales tandis que le privilège intellectuel des instituteurs s'ébrèche, la détérioration de la petite propriété agraire conduit les Rouges à s'opposer objectivement à la tentative de syndicalisme agricole. En un mot, l'embourgeoisement urbain rompt l'égalité plébienne, il n'y a plus d'homogénéisation par le bas (en attendant d'autres formes d'homogénéisation), l'autonomie naît sur le plan domestique et privé (« l'éveil des sensibilités »), elle s'accompagne sur le plan « extérieur » de l'appel à l'intervention de l'État.

L'embourgeoisement, terme de la longue marche promotionnelle des Rouges, se retourne contre eux. Il

n'y a plus deux visions du monde et deux mondes opposés, mais diverses variantes du même monde de « bourgeoisie moyenne » : à côté de la conception rouge, il y a la conception confessionnelle. Il faut d'ailleurs noter ce que Morin appelle la « reconquête catholique » : si le parti des Blancs est en pièces, l'Eglise, quant à elle, n'oppose plus, comme elle le fit, l'ordre au progrès; elle symbolise une manière de vivre le progrès; à travers le personnelisme, elle s'offre comme un nouvel humanisme.

Du côté des Rouges, la crise conduit à resserrer les rangs, ce que font socialistes et communistes : mais cette convergence s'organise plus autour de l'héritage du passé que contre le gaullisme, lequel, au demeurant, n'existe pas en tant que produit local; cette unité « empêche la crise de s'approfondir et par là de devenir désintégrante en même temps que régénératrice ». Le parti rouge risque aussi bien désormais de se « détourner du nouveau cours technico-économique que de s'y intégrer ». Ce qui lui manque, c'est une alternative. Echec des Blancs et des Rouges, d'où apparition des Bleus, jeunes éblouis par la seule efficacité technique. Or, attention, la modernité n'est pas une formule, c'est une réalité dialectique, et les « îlots », c'est-à-dire quelques rares élites ou privilégiés, en éprouvent déjà le « mal de vivre ». Comme l'écrit fort justement Morin, le changement « est ce qui résulte à la fois du changement et de la résistance au changement ». Pour un homme de gauche, il est légitime de rechercher à maîtriser et à infléchir la résultante de cette confrontation. Morin, lui, décrit cette confrontation, il remarque qu'il y a un changement mais il s'interroge : « Quel changement ? Il y a quelques années, il introduisait en France *La foule solitaire* de David Riesman (4), guide (au sens Michelin du terme) de la société moderne américaine; n'est-il pas en train de renouveler l'entreprise pour la société française en nous guidant à travers la mutation d'un peuple que nous ignorons : le nôtre ? □

(1) Lire à ce sujet le compte rendu de Claude Lefort dans *La Quinzaine* du 1<sup>er</sup>-15 décembre.

(2) Sur les influences nouvelles du tourisme, la Fédération P.S.U. de l'Isère a récemment publié une intéressante étude sur « Tourisme et développement des régions de montagne ».

D'autre part le numéro 10 de la revue *Communications* vient de paraître sur le thème « Vacances et Tourisme » (10 F). On aura l'occasion de revenir sur cette analyse.

(3) Cf. par exemple « Les jeunes dans la ville : l'exemple de la région parisienne » dans les *Cahiers de la « Fondation pour la Recherche sociale »* (de mars-avril 1966).

(4) David Riesman : *La foule solitaire*. Arthaud 1964.

\* Edgar Morin : *Commune en France - La métamorphose de Plodémet*. Fayard, coll. « Le monde sans frontières », 287 p., 24,45 F. (Plodémet n'existe pas, il s'agit de Plözévet - Finistère-Sud.)

## Maisons de la Culture

# Les 2 cathédrales d'Amiens

Bernard Sizaïre

Quoi qu'on en pense aujourd'hui, après la période héroïque des centres dramatiques régionaux, les Maisons de la culture et tout ce qu'elles peuvent susciter, représentent déjà une étape importante du réveil culturel français et un élément de décolonisation de la province.

Sans préjugé, ni prétention, nous efforcerons au cours des prochains mois, de décrire les expériences en cours afin de mesurer l'importance réelle d'un processus de démocratisation et de décentralisation culturelles qui peut jouer un rôle fondamental dans l'épanouissement et la prise de conscience de l'homme moderne. A nous d'être vigilants et de savoir utiliser ce nouvel instrument.

Pour qui ne connaît pas Amiens, c'est d'abord une grande rue presque rectiligne, allant de la gare à la Maison de la culture en frôlant la tour Perret avant d'abandonner la cathédrale sur sa droite.

Si vous y débarquez par un pluvieux soir de novembre et que, voyageur ahuri, vous demandiez au premier passant venu : « Qu'y a-t-il à voir ici ? » Il vous répondra toujours : la cathédrale ; et huit fois sur dix conseillera la maison de la culture avant le zoo ou les hortillonnages.

### Une seconde cathédrale

Avant de visiter la Maison de la culture la plus moderne de France, j'ai voulu savoir quelle importance lui accordaient les Amiennois. Il apparaîtrait, tout d'abord, que dans l'ordre des curiosités locales, elle occupe la seconde place après la cathédrale, et que, pour les nombreux passants interrogés, elle soit une indéniable réalité. Ils l'ont vue et visitée, ils savent qu'elle est ouverte à toute heure de la journée et qu'il m'est possible d'aller y boire un verre avant de contempler la dernière exposition.

Plusieurs interlocuteurs m'ont ajouté fièrement « qu'il y avait aussi un restaurant ». On m'a dit encore : « Avant la Maison de la culture, il n'y avait rien à Amiens, maintenant ça occupe nos dimanches. »

Avant même de la connaître je savais qu'elle jouait un rôle à Amiens et qu'après 18 mois d'existence les habitants la traitaient déjà avec une familiarité sympathique.

La voici donc à l'autre bout de la

ville, sobre et moderne, à côté d'un ensemble sportif en construction. En pénétrant dans le hall, j'ai l'impression que toute la vitalité de la ville s'y est concentrée. Il est vrai que nous sommes samedi soir et que la journée est faste : deux concerts, un débat, une soirée-cabaret et deux expositions. Mais l'animation dont je parle n'est pas seulement provoquée par ces manifestations. La M.C.A. (\*) semble bien être un lieu de rencontres, voire de rendez-vous, indépendant des manifestations artistiques qui y trouvent place. Les visiteurs, surtout jeunes, vont et viennent dans le hall et les salles d'exposition, sans la raideur des habitués visiteurs de musée. Le dimanche après-midi, ce sont des centaines de gens, par familles entières, dont certaines manifestent d'origine paysanne, qui déambulent, d'abord sur leurs gardes, puis de plus en plus à l'aise.

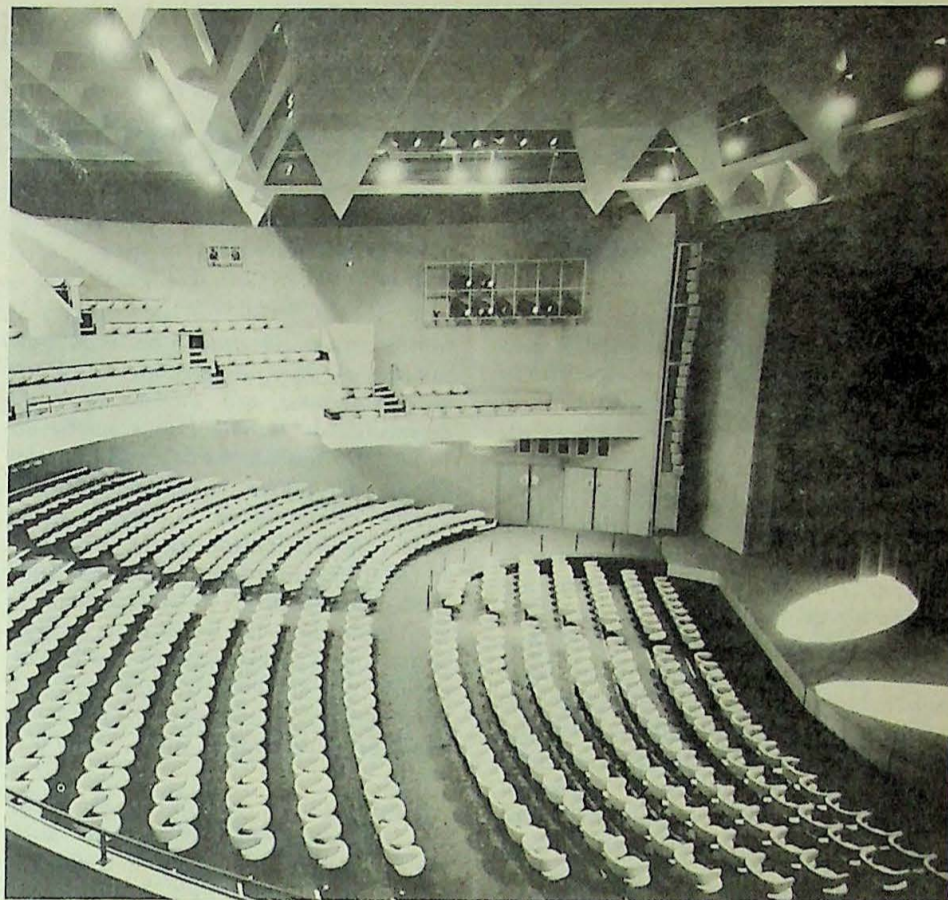
### Se sentir chez soi

Philippe Tiry, le directeur, et les animateurs sont présents, toujours accessibles, prêts à discuter ou à trinquer, étonnés et peut-être secrètement émus de l'importance d'un phénomène dont on ne mesure pas l'ampleur à Paris.

Samedi soir, 23 h. Après le concert, un spectacle de cabaret (consacré à Raymond Queneau) organisé dans la cafeteria, réunit 400 personnes. « Sans la M.C.A., me dit une étudiante d'origine parisienne, je ne pourrais pas rester à Amiens. Mais ici, j'ai vu en un an beaucoup de choses que je n'aurais pu voir à Paris. Ce spectacle Queneau par exemple... »

Dimanche, 12 h 30. Amiens meurt. Rues désertes, magasins clos, restaurants maussades. Que faire ? Un sergent de ville à l'accent oranais me conseille obligeamment : « Allez donc à la M.C.A., vous pourrez déjeuner, et cet après-midi, il doit y avoir de la musique. »

Après-midi, c'est encore la ronde des vrais visiteurs, des dragueurs et des oisifs. Voici quelques opinions significatives : pour certains jeunes, la M.C.A. n'est qu'un confortable lieu de rendez-vous. Malgré un effort appréciable dans le domaine des prix ils considèrent la plupart des spectacles comme hors de leur portée. Pour d'autres, c'est déjà un lieu de « pré-méditation ». « Je viens



De nouveaux équipements entraîneront une nouvelle culture.

D.R

ici parce que j'y trouve le calme, déclare une jeune solitaire installée dans un bon fauteuil ; d'ailleurs, mes camarades viennent y faire leurs devoirs. »

Il y a aussi les plus de cinquante ans. Apparemment ils s'adaptent moins vite.

### Grâce aux dommages de guerre

Il convient maintenant de dépasser le stade des impressions pour aborder ceux de l'information et de la discussion.

Généralement le ministère des Affaires culturelles donne la priorité à l'implantation de Maisons de la culture là où « une situation culturelle profondément préparée en assurerait le plein emploi immédiat », c'est-à-dire là où un centre dramatique ou une troupe permanente avaient préparé le terrain. Rien de tel à Amiens où pourtant s'est créée la première Maison-type. Tout ce qui est et sera fait, sera quasiment acquis sur le vide. Il n'était pas téméraire de croire qu'une ville universitaire de 113.000 habitants pouvait fournir le public de base permettant un démarrage correct de l'entreprise.

Après l'incendie du théâtre municipal, la ville d'Amiens se trouvait à la tête de 3.000.000 F de dommages de guerre, destinés à la construction d'un théâtre moderne. C'est alors qu'on eut l'idée de proposer à l'Etat la construction de cette M.C.A. pour laquelle l'agrément de l'Etat représentait une participation de 50 %.

Donc en faisant abstraction des 3.000.000 de dommages, le prix de revient s'élève à 9.650.000 F financés à parts égales par l'Etat et la ville.

Ce qui donne un bâtiment polyvalent de plus de 6.000 m<sup>2</sup>, comprenant 2 théâtres (1.100 et 300 places), une grande salle d'exposition, une discothèque, une bibliothèque, un restaurant-bar et plusieurs foyers.

En outre, l'Etat et la municipalité accordent paritairement une subvention de 1.200.000 F qui représentent la moitié du budget de fonctionnement 1967, l'autre moitié étant constituée par les recettes propres de la M.C.A.

### Dialogue ou bavardage ?

Inaugurée le 18 mars 1966 par Malraux, la M.C.A. lui a permis une de ses plus célèbres envolées lyriques. J'espère avoir montré qu'en effet, au sens moyenâgeux du terme, la M.C.A. tend à devenir une maison commune. Mais rencontre ne signifie pas communication. Je n'exclue pas le risque pour la M.C.A. de devenir une agréable salle des pas perdus où la culture ne jouerait qu'un rôle décoratif et où les visiteurs ne feraient que se frôler. Il est certain que dès aujourd'hui les jeunes gens n'y trouvent pas leur compte (aucun adhérent de moins de 16 ans) et que la construction à proximité d'une Maison des jeunes et de la culture constituerait pour eux un foyer et un lien d'activité plus satisfaisants.

Pour les moins jeunes le problème est moins immédiat et plus complexe. On leur offre un lieu de ren-

contre et de confrontation avec l'art, la science, la technique, les hommes et eux-mêmes. On met à leur portée les œuvres et les artistes, mais il se peut qu'actuellement, nous en restions pour beaucoup, au stade de la curiosité et de la distraction. Les responsables ne nient pas que cela soit partiellement vrai. J'ai assisté à l'entretien avec Karl Munchinger. Devant 150 personnes, le chef de la Philharmonia de Stuttgart était interrogé par un spécialiste qui pressé par l'horaire, n'accorda au public qu'une seule question que celui-ci n'osa pas poser. Confrontation décevante ! Je suis persuadé qu'il en est de plus fructueuses.

Par contre le contact avec Philippe Tiry et ses collaborateurs est infiniment plus facile. C'est d'abord avec les animateurs et les créateurs locaux que le public apprendra à dialoguer.

« Nous sommes au début d'une expérience, dit Philippe Tiry, dans dix ans nous verrons. » On le sent à un moment où rien de décisif n'est encore fait, malgré un bilan déjà très positif, et où tout reste possible. La doctrine est à l'image de la Maison : ouverte et accueillante. Il reste qu'il me paraît insuffisant de compter exclusivement sur la sollicitation naturelle des œuvres pour provoquer le choc culturel que nous attendons ; il y a peut-être danger à sous-estimer l'action pédagogique, quitte à chercher les formes d'une pédagogie nouvelle adaptable aux adultes et acceptable par eux.

### Dis-moi qui te fréquente...

Pour la saison 1966-1967, la M.C.A. a reçu 240.000 visiteurs dont plus de 100.000 ont assisté à l'un des 275 spectacles. Elle a enregistré 9.226 adhésions et compte fermement dépasser le chiffre de 10.000 cette année. Sur 100 adhérents, on compte 43 étudiants ou scolaires de plus de 16 ans, 21 employés, ouvriers ou agriculteurs, 10 cadres ou enseignants, 70 % habitent Amiens et sa banlieue, 19 % la Somme et 8 % les départements limitrophes. La M.C.A. est en relation permanente avec 1.797 collectivités (associations culturelles, Maisons de jeunes, écoles, entreprises, etc.), enfin les secrétaires des unions locales des trois principaux syndicats ouvriers font partie de son conseil d'administration.

### Vivre la culture

Le rôle d'une Maison de la culture est de favoriser la rencontre du public le plus large avec la culture sous ses formes les plus parfaites et les plus variées. La M.C.A. et par son équipement et par ses programmes répond à cette double exigence de polyvalence et de qualité. En octobre-novembre, 72 manifestations artistiques s'y sont succédées (8 pièces de théâtre, théâtre lyrique, musique, variétés, jazz, marionnettes, cabaret, cinéma, danses,

conférences, entretiens, expositions). L'art contemporain, notamment dans le domaine plastique y obtint une place privilégiée.

L'abondance et la variété des programmes peuvent susciter trois sortes de réflexions sur lesquelles je voudrais conclure :

— Tout en me réjouissant de l'importance accordée à l'art contemporain, je me demande s'il ne gagnerait pas à être situé dans une continuité artistique inséparable de la connaissance des œuvres du passé. Le choc provoqué par la rencontre des œuvres modernes peut être brutal et l'on pourrait souhaiter une imprégnation progressive que faciliterait la présentation d'œuvres traditionnelles.

— L'éclectisme des programmes, qui se succèdent à un rythme très vif, permet-il au public une assimilation correcte de ce qui lui est montré ? N'y a-t-il pas, au stade actuel, un danger d'émiettement de l'attention et de la réflexion ?

— J'ai dit que la M.C.A. n'avait pas été créée autour d'une activité créatrice préexistante qui constituerait un pôle d'attraction original. Jusqu'ici la M.C.A. a été un lieu de passage, il faut maintenant souhaiter qu'elle donne l'occasion à une activité artistique locale de se manifester. Nous touchons-là un des problèmes essentiels de l'action culturelle :

On veut bien accorder aux jeunes, dans leurs Maisons, la possibilité de se familiariser avec les moyens d'expression techniques et manuels de la culture. Mais on ne reconnaît plus aux adultes que le droit à la réflexion et à la discussion. La participation reste purement abstraite et risque d'être fictive ou de sombrer rapidement dans la passivité.

Je comprends les réserves qu'émettent les créateurs, les animateurs et les hauts fonctionnaires de la culture à l'égard des « amateurs » et des « bricoleurs » ; je crois néanmoins, qu'il serait sain de permettre au public de vivre la culture en l'amenant à libérer son énergie créatrice par des exercices culturels et des activités pratiques.

Déjà, M. Tiry a permis à deux groupes d'amateurs de qualité, de présenter leur spectacle, en mettant à leur disposition toutes les facilités techniques de la Maison. Ce fut un succès. Les responsables amiénois prévoient des mesures propres à familiariser le public avec les problèmes fondamentaux de la danse et envisagent des séances d'initiation. Souhaitons que cette activité privilégiée suscite d'autres vocations, d'autres initiatives afin que progressivement la M.C.A. apparaisse comme un lieu polyvalent de création, de participation et de contestation où les hommes deviendraient plus conscients du monde et d'eux-mêmes. □

\* M.C.A. : Maison de la Culture d'Amiens.



Une exploitation sans pareil

## □ Cinéma Voyage au bout de la nuit

Jean-Luc Pouillaude

« **T**ous les jours 300 Portugais passent la frontière pour trouver du travail en France ». Ce fait précis, une fois posé brutalement dans sa sécheresse et son évidence, comment l'éprouvons-nous, nous qui, en 1968, vivons dans l'abondance d'une société de consommation ? En quoi nous sentons-nous concernés par le long voyage au bout de la nuit de ces hommes qui, mus par l'espoir d'une vie meilleure en une France miraculeuse, riche et prospère (« En France, tu gagneras plus qu'un ingénieur au Portugal ») passent la frontière et « font le saut », moyennant 200.000 anciens francs.

Le film courageux de Christian de Chalonge répond à cette question en une constat impitoyable. Un constat et non pas un réquisitoire. Au premier abord le film ne prétend pas dénoncer les structures idéologiques d'une société ou dégager le processus de constitution d'un sous-proletariat ; il ne se place pas d'emblée au niveau de la contestation. Il se contente avec une pudeur discrète, une émotion étouffée, ainsi qu'une certaine sécheresse délibérée dans les mouvements de caméra, de suivre le

drame d'Antonio depuis le passage de la frontière, traité dans un style lyrique, jusqu'à son installation dans le bidonville de Champigny en une fin qui est non seulement ouverture sur l'inconnu et plongée dans l'incertitude, mais goût amer de l'échec, de la dégradation, de l'humiliation.

De Chalonge évite le double écueil du réalisme social et du mélodrame pleurnichard. Antonio, grâce à ses amis portugais, trouvera toujours de quoi manger et un lit pour dormir. Ce ne sont pas seulement les conditions matérielles, pourtant déplorable, qui importent, mais aussi la chaleur des rapports humains. De la part des Français, — de ces Français que nous sommes —, Antonio ne rencontre qu'indifférence et racisme latent. De Chalonge ne procède pas didactiquement, par une peinture réaliste en quelques touches juxtaposées ; il dégage implicitement les caractères permanents d'un système d'exploitation organisé par les aigres-fins professionnels et les profiteurs de tous ordres, tels la tenancière de l'hôtel qui loue plusieurs fois la même chambre, le placeur portugais de contrats avec ses surenchères et surtout l'énigmatique Carlos qui spéculé sur le logement et les gains de ses camarades. Car l'exploiteur sévit à l'intérieur même des rangs des exploités. Sur ce fait il y aurait à méditer...

*O Salto* est un film sur le regard. Regard étonné, amusé, parfois légèrement inquiet, qu'Antonio porte sur Paris. Regard où se lisent la lassitude et la déception des attentes, des rebuffades, des échecs. Regard qui ne nous juge pas et qui devient d'autant plus accusateur. La caméra de De Chalonge filme ce regard et elle devient elle-même un regard à la fois lucide et démystifiant dans la mesure où elle se pose avec plus d'acuité sur un monde froid. Jamais le processus d'aliénation d'un homme n'avait été aussi efficacement démonté, sauf peut-être dans l'admirable *Pelle Viva* (« Ecorché vif », 1962) de Giuseppe Fini ou, à un autre degré, dans *Il momento della verità* (« Le moment de la vérité », 1965) de Francesco Rosi. Artisan qualifié, Antonio ne trouvera que des emplois de manoeuvre et rejoindra définitivement les rangs des exploités. Le « saut » n'est en fait qu'un jeu de dupes.

*O Salto* est donc par excellence un film politique, et ce, d'autant plus « engagé » qu'il est apparemment détaché et objectif. Mais il ne peut y avoir d'objectivité totale au cinéma. Filmer, c'est toujours effectuer un choix et privilégier certains aspects du réel ; c'est du même coup interpréter. *O Salto* serait un exemple particulièrement privilégié, s'il en était besoin, pour infirmer les distinctions de Pier Paolo Pasolini entre un cinéma de la prose et un cinéma de poésie.

*O Salto (Le Saut)*. Film français de Christian de Chalonge avec Marco Pico, Antonio Passalia, Ludmila Mikaël.

Interview exclusive

## Les raisons de notre optimisme

N'Guyen Van Tien

**A**u cours de son séjour en France, N'Guyen Van Tien, membre du comité central du F.N.L. du Sud-Vietnam, qui était venu en Europe pour témoigner devant le tribunal Russell, à Copenhague, a eu des entretiens avec Marc Heurgon, Christian Guerche, Claude Dubois, membres du bureau national, et Jacques Kergoat, membre du comité politique national du P.S.U.

L'interview que nous présentons ici, est d'autant plus intéressante qu'elle a eu lieu au moment où les rumeurs concernant une possible extension de la guerre, au Cambodge et au Laos se précisaient.

Que N'Guyen Van Tien, soit ici remercié de l'amabilité de son accueil et de la précision de ses réponses.

T.S. — Comment se caractérise la situation actuelle au Vietnam du Sud ?

Les aspects militaires et politiques de la situation sont étroitement imbriqués. Il est en principe impossible de les séparer. Pour la commodité du raisonnement, nous allons néanmoins les évoquer les uns après les autres.

Ce qui devient évident pour tous et n'est plus une appréciation d'expert, c'est la détérioration de la situation militaire et politique des forces américaines et du gouvernement fantoche de Saigon.

Depuis quelques mois, le commandement américain a perdu toute initiative. Partout il est acculé à la défensive. Le F.N.L. a pris l'offensive sur tous les fronts. Il attaque l'ennemi dans ses arrières (bases, aérodromes, camps militaires, dépôts, magasins, voies de communication routières et fluviales). Sur tous les terrains les forces américaines subissent des pertes très lourdes que les renforts n'arrivent pas à combler.

T.S. — Peut-on encore parler d'une guerre de guérilla ?

Les généraux américains continuent d'espérer effectivement de nous réduire à une guerre de ce type. Mais c'est une pure illusion. Nous avons atteint une nouvelle étape.

Désormais, nous disposons de forces régulières, bien armées et bien équipées. Nous sommes maintenant en mesure de mener des batailles de plusieurs jours, et ceci malgré les moyens immenses qui sont employés contre nous.

En réalité, nous sommes maîtres de la situation militaire. C'est nous qui choisissons les terrains et les lieux des champs de bataille. Ces terrains nous les préparons, avant d'y attirer l'ennemi. Il n'est que de penser à

Dak To, pour comprendre que les forces américaines ont perdu toute initiative.

Sur le plan militaire, et sans fanfaronnerie aucune, nous disons que notre victoire finale est une certitude. Nous n'avons pas toujours raisonné ainsi.

Mais cette dégradation militaire des forces américaines s'accompagne d'une accélération du pourrissement de la situation politique du gouvernement fantoche.

T.S. — Le gouvernement de Saigon a-t-il une existence et une assise ?

Depuis le début des événements, l'immense majorité de la population était avec nous. Mais ce qui caractérise la situation présente, c'est l'isolement de plus en plus grand du gouvernement fantoche de Saigon.

La bourgeoisie, l'armée fantoche elle-même deviennent hostiles à l'armée américaine. Elles se sentent humiliées de voir les Américains devenir les maîtres dans tous les secteurs de la vie du pays. Le gouvernement de Saigon n'est plus qu'une fiction.

Aussi le mécontentement a gagné toutes les couches sociales. Et il s'exprime de plus en plus par des actes concrets d'opposition. De manière diverse, et à des niveaux différents, mais se traduisant toujours par une hostilité croissante aux Américains et au gouvernement Thieu, et par une sympathie de plus en plus agissante à notre égard.

Le programme du F.N.L., établi il y a quelques mois, répond à cette nouvelle situation. Il a déjà permis et permettra d'accroître notre influence, dans les campagnes comme dans les villes.

L'isolement du gouvernement de Saigon et de son armée est tel, et ses contradictions si évidentes, que les Américains eux-mêmes s'en méfient.

L'impasse est donc absolue pour les forces de l'agression, tant sur le plan militaire que sur le plan politique.

T.S. — Que pensez-vous des rumeurs d'une extension de la guerre au Cambodge et au Laos.

Pour être franc je ne pense pas que cette nouvelle manœuvre réussira.

Car enfin, sur le plan militaire, l'ouverture d'un nouveau front ne fera que créer de nouvelles difficultés. Sur le plan politique et diplomatique, il ne pourrait que créer de nouvelles complications internationales et isoler davantage les États-Unis.



Maîtres du terrain.

A.F.P.

Il est vrai qu'une très forte pression est exercée sur le prince Sihanouk. Mais enfin au-delà des manœuvres de propagande, les généraux américains n'ignorent rien de la réalité de la situation. Il est possible qu'ils soient assez fous pour franchir un nouveau degré dans l'escalade. Dans la mesure où Johnson couvrira cette opération, il créera lui-même son propre tombeau. Mais je ne pense pas que les généraux américains sont obligatoirement fous.

T.S. — Quels sont les rapports entre Vietnam du Sud et Vietnam du Nord, le F.N.L. et le gouvernement de Hanoi ?

Le Vietnam constitue un seul peuple et une seule nation. L'agression s'étend aujourd'hui sur tout le pays. C'est donc le peuple qui répond à l'agression.

Comment ne pas comprendre dès lors que nos relations soient de plus en plus étroites, et de plus en plus efficaces.

La réunification est une aspiration commune. Tôt ou tard, elle aura lieu. Mais bien entendu, elle devra passer par plusieurs étapes.

Dans un premier temps, il s'agira de normaliser les relations, en instaurant la libre circulation des hommes et des marchandises, et en facilitant tous les échanges économiques et culturels.

Dans une deuxième phase, il faudra engager les discussions et les négociations entre les deux zones, pour établir les bases, les formes et les principes de la réunification.

Nous sommes optimistes sur le déroulement de ces négociations.

T.S. — Quels sont les rapports entre le F.N.L. et les communistes ?

Le F.N.L. réunit en son sein des communistes et des marxistes. Mais qui dit front dit gens très divers, par-

mi lesquels effectivement, il y a des forces très variées.

Dans tous les milieux, l'action commune avec le front se développe. Chacun peut apporter sa contribution à la libération du Sud-Vietnam et tout le monde trouve et trouvera sa place dans la future structure du Vietnam.

Notre programme d'ailleurs, répond aux nécessités concrètes de la situation du Sud-Vietnam et n'est pas un programme communiste. Même pas socialiste.

La base de ce programme est beaucoup plus large. Depuis sa parution, l'assise du front s'élargit en même temps que la collaboration des diverses forces unies en son sein devient plus étroite.

T.S. — Notre solidarité avec le peuple vietnamien est totale. Quelles sont les formes de celle-ci qui vous paraissent les plus efficaces ?

Nous savons que depuis sa fondation jusqu'à ce jour, le P.S.U. a montré sous toutes les formes, une solidarité totale avec notre peuple.

Nous sommes sûrs de votre appui politique et des efforts que vous ne manquerez pas de faire sur le plan matériel.

Faites connaître la vérité sur le Vietnam et sur notre programme politique. Développez votre aide matérielle. Tout cela nous est indispensable.

Permettez-moi au nom du comité central du F.N.L. de transmettre à tous les membres du P.S.U., à sa direction, aux personnalités éminentes qui en font partie, et dont nous apprécions le rôle positif, nos remerciements pour leurs activités passées et actuelles. Nous savons que dans l'avenir, vous serez aussi à nos côtés.

(Propos recueillis par Christian Guerche.)